

2012

OCTOBRE

N°36
4€

LA REVUE **TOUT!**
est à nous !



DOSSIER **LES ENJEUX
DE LA BATAILLE CONTRE
LES LICENCIEMENTS**

SOMMAIRE

Antoine Larrache Editorial *Défricher le chemin de la révolte* P3

ACTU

Jean-Claude Laumonier CSG ou cotisations sociales *La sécurité sociale au péril de la «compétitivité»* P5

Lluís Rabell État espagnol *Crise sociale, crises nationales* P7

Martin Legassick Le massacre de Marikana *Un tournant pour l'Afrique du Sud?* P9

EN ACTIONS

Henri Clément Schindler *Grève pour les salaires et l'emploi* P13

DOSSIER

Robert Pelletier Face à la vague des licenciements *Les enjeux de la mobilisation* P15

Jean-Claude Vessilier Automobile *Une offensive d'ensemble qui appelle une riposte tous ensemble* P18

Joël Le Jeannic Air France *Accord gagnant-gagnant ? Salarié perdant-perdant!* P21

Bertrand Dubs, Yvan Zimmermann, Jacques Chastaing PSA Mulhouse « *L'esprit Peugeot est fini* » *De la peur à la révolte ?* P24

REPERES

Pascal Morsu Confédération européenne des syndicats *Un lobby voué à la collaboration de classes* P29

LECTURES

Jihane Halsambe Entretien avec François Sabado *sur Daniel Bensaïd l'Intempestif* P33

Henri Clément *Taïbo II Le retour des Tigres de Malaisie* P35

Réédition de *Djemila* de Jean-François Vilar

Pour contacter la rédaction de Tout est à nous!, la Revue : contact-revue@npa2009.org

AVERTISSEMENT

Comme il est de règle,
les articles signés sont publiés
sous la seule responsabilité
de leurs auteurs.

Photothèque Rouge_Babar

PAR ANTOINE LARRACHE

Défricher le chemin de la révolte

La popularité de François Hollande est en baisse rapide depuis son élection. Parti de près de 60% d'opinions favorables en juin, il rassemble aujourd'hui plus de mécontents que de soutiens. Une usure que Nicolas Sarkozy n'avait connue qu'au bout de cinq mois. Pourtant, Hollande réunit des atouts non négligeables : une politique au service des classes dominantes, quelques mesures pour démontrer que la nature du PS n'est pas strictement identique à celle de l'UMP, un soutien pour l'instant sans faille des directions syndicales.



Photothèque Rouge/MILO

UN GOUVERNEMENT DÉJÀ SOUS LE FEU DE LA CRISE

La si rapide baisse de popularité de Hollande est due à la rapidité de la crise et aux évolutions des rapports entre les classes que celle-ci provoque. Pour la bourgeoisie, Hollande ne va pas assez vite dans les mesures antisociales et a même l'audace de prendre quelques mesures défavorables aux plus riches, comme la taxe soi-disant à 75% des revenus supérieurs à un million d'euros. Pour la majorité de la population, domine l'impression de la totale inefficacité de l'action de Hollande, que ce soit sur le chômage, les salaires ou la santé. Pour les plus conscients, l'illusion selon laquelle la politique de Hollande serait moins pire que celle de Sarkozy commence à

s'évaporer, sous le coup des déclarations favorables à l'austérité, du soutien au traité européen de stabilité budgétaire, des déclarations racistes d'un Manuel Valls qui n'a rien à envier à Sarkozy, des plans de licenciements pour lesquels Arnaud Montebourg, après avoir fait la tournée des patrons, ne promet plus que de « réduire l'ampleur des suppressions de postes ».

De tous les côtés donc, la crédibilité de Hollande s'érode. Elle ne s'use pas encore au point de provoquer une révolte populaire, l'attentisme demeure dominant. Dans les organisations syndicales, les appareils s'interrogent toujours sur la mise en place des « promesses de Hollande », se plaignent des « stigmates » de l'ère Sarkozy, indiquent aux militants que « le changement » ne peut

arriver en quelques mois et qu'il faut laisser du temps au gouvernement.

Par conséquent, c'est bien la bourgeoisie qui reste à l'offensive, qui fait tout pour clarifier le sens de la présidence Hollande. Pour elle, le passage de Sarkozy à son successeur ne peut avoir comme rôle que de répondre à l'usure du premier, de relancer l'offensive de la classe dominante et l'adaptation du capitalisme français à la crise ainsi qu'à la concurrence internationale, en désarmant une partie du mouvement ouvrier.

DEUX ARMES CONTRE LE MOUVEMENT OUVRIER

Ses deux outils principaux sont le traité européen de stabilité budgétaire (TSCG) et les plans de licenciements. Le premier concentre la logique de la politique du gouvernement : réduire les

déficits, faire payer la crise aux classes populaires, adopter un budget d'austérité. Dans la gauche politique et syndicale, l'opposition au traité se renforce, mais reste inconséquente. Les directions syndicales, CGT et FSU en tête, s'opposent au traité tout en traînant des pieds pour appeler à manifester leur opposition (la FSU a fini par appeler sous la pression des sections de base). Le conseil fédéral d'Europe Ecologie-Les Verts s'est prononcé à 70% contre la ratification, mais on annonce déjà que ses parlementaires partageant cette position pourraient seulement s'abstenir. Le Front de gauche mobilise contre le traité, mais le PCF et le Parti de gauche centrent leur action sur l'organisation d'un référendum au détriment du rapport de forces pour

● ● ●

s'opposer au vote par les députés. L'adoption du TSCG joue autant un rôle interne (homogénéiser les gouvernements européens sur les mesures d'austérité à prendre, construire des mécanismes de contrainte pour accélérer les mesures antisociales) qu'externe : exercer une pression sur les partenaires du PS et le mouvement ouvrier, convaincre la population qu'il n'y a pas d'autre choix que la régression sociale, préparer les budgets d'austérité. Elle s'inscrit pleinement dans « l'agenda 2014 » de Hollande, en référence à « l'agenda 2010 » de l'ancien chancelier allemand Schröder qui avait fait tant de mal aux travailleurs d'outre-Rhin, avec une sérieuse aggravation de la précarité et de fortes baisses des salaires, retraites et indemnités de chômage. Les plans de licenciements sont le deuxième outil de la classe dominante. Leur rôle, outre d'augmenter les profits, est d'infliger une défaite au mouvement ouvrier sur plusieurs plans. Il s'agit premièrement d'accélérer la réorganisation de la production en cassant les grandes concentrations industrielles. Deuxièmement, d'imposer une plus grande flexibilité de l'emploi, une remise en cause du CDI. Les plans de licenciements concernent en effet des CDI, mais aussi des dizaines de milliers de fin de contrats en CDD ou en intérim, ainsi qu'environ 200 000 ruptures conventionnelles par an. Si les licenciements passent en bloc et sans réactions majeures, les accords « compétitivité-emploi » (réduction des salaires et des congés, restriction des

libertés syndicales...) auront toute légitimité à se mettre en place, surfant par ailleurs sur une première attaque contre le droit du travail, les « contrats de génération ». Troisièmement, le patronat souhaite infliger une défaite politique au mouvement ouvrier en cassant les principaux bastions ouvriers et les syndicats qui y existent, dont certains sont d'ailleurs dirigés par des militants révolutionnaires. Là encore, la réaction des organisations du mouvement ouvrier est un test. Que ce soit à la CGT ou au PCF, malgré le nombre des militants impliqués dans la bataille contre les licenciements, les directions parviennent pour l'instant à tenir un cap qui consiste à ne pas construire de mobilisation de masse : refus de coordonner les entreprises en lutte pour l'une, maintien de la revendication de l'opposition aux seuls « licenciements boursiers » pour l'autre, une aberration en temps de crise.

**AIDER À FAIRE
COMPRENDRE QUE
CE GOUVERNEMENT N'EST
PAS LE NÔTRE**

L'enjeu de cette rentrée sociale, de ces batailles contre le TSCG et les licenciements est considérable. Si le TSCG était accepté passivement et si les plans de licenciements étaient imposés, ce serait des défaites politiques importantes pour notre camp social, car il faudrait reconstruire les luttes face à un arsenal idéologique renforcé, et avec des troupes réduites par les suppressions de postes. La prise de conscience de la nécessité de se mobiliser contre ces attaques et de combattre le gouvernement est donc un

enjeu pour les anticapitalistes et les révolutionnaires. Du temps sera bien sûr nécessaire pour que ce processus avance. Il a fallu plus d'un an pour déstabiliser le gouvernement de gauche Papandréou en Grèce, il nous faudra des mois, des expériences, des explications pour construire une opposition de gauche au gouvernement Hollande. La bataille contre le TSCG puis contre le budget d'austérité et celle contre les licenciements en sont les premières étapes. Ces étapes et les suivantes provoqueront des décantations au sein des organisations politiques comme syndicales, une clarification entre les groupes militants combattant frontalement le gouvernement et ceux qui accompagneront sa politique. La rapidité de ces décantations et de la prise de conscience des travailleurs sera décisive pour sortir de la spirale des défaites sans combat. Pour accélérer ces décantations, le rôle des anticapitalistes et des révolutionnaires est de proposer des stratégies, des outils pour l'action. Une stratégie dans les luttes : pour la centralisation des mobilisations contre les licenciements et les suppressions de postes, pour l'interdiction des licenciements, le partage du temps de travail et des créations massives de postes dans le secteur public ; pour une bataille militante contre le TSCG, contre l'austérité et le budget antisocial en préparation. Une stratégie pour construire une opposition unitaire au gouvernement, regroupant des militants de tous bords, syndicaux, politiques,

associatifs. Une opposition qui doit trouver une cohérence internationale, en se liant aux mobilisations en Espagne, au Portugal ou en Grèce. Une stratégie pour la rupture avec le capitalisme, pour démontrer que si les gouvernements de gauche comme de droite mènent une politique antisociale, c'est tout simplement parce que les classes sociales fondamentales, la bourgeoisie et la classe des travailleurs, ont des intérêts contradictoires. Cette incompatibilité d'intérêts peut être partiellement masquée en période de stabilité économique et lorsque les pays riches peuvent exploiter sans heurts les pays dominés, mais elle apparaît avec la plus grande violence en période de crise économique d'ampleur. Défricher les chemins de la révolte, c'est se détourner des impasses des compromis avec le gouvernement, de l'attentisme, c'est montrer qu'il n'y a pas d'autre route que celle qui mène à l'affrontement avec ce gouvernement et avec le capitalisme. □

CSG OU COTISATIONS SOCIALES

La sécurité sociale au péril de la «compétitivité»

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Dans son intervention du 9 Septembre 2012, François Hollande a fixé le calendrier de la réforme du financement de la sécurité sociale : « Tout sera décidé d'ici la fin de l'année » (2012), pour être mis en œuvre dès 2013. Ce sera l'un des piliers du plan d'austérité pour les deux ans qui viennent.



Ministère de l'Economie et des Finances, Bercy. Photothèque Rouge/JR

Le basculement d'une partie des cotisations sociales vers la CSG (contribution sociale généralisée) sera le levier principal de cette «réforme», même si le gouvernement affirme envisager d'autres pistes. François Chérèque, secrétaire général de la CFDT n'hésite pas à en formuler, sans ambiguïté, l'objectif: baisser «le coût du travail». *«Je le dis de façon claire: le coût du travail est aussi un facteur de perte de compétitivité. Il faut le baisser en transférant une partie des charges sur la CSG sans toucher le pouvoir d'achat.»*

S'opposer à ce nouveau pas dans la destruction de la Sécurité Sociale, commence par la

réfutation de l'idéologie libérale synthétisée par ces propos.

QU'EST-CE QUE LA CSG ET D'OÙ VIENT-ELLE ?

La contribution sociale généralisée (CSG) a été créée en 1990 par le gouvernement socialiste de Michel Rocard. Rappeler cette origine, c'est rappeler que Rocard a engagé, le premier, une contre-réforme cohérente et globale de la protection sociale. Elle touchait à la fois l'assurance maladie (par la CSG), le chômage (par le RMI) et les retraites (avec le «livre blanc» sur les retraites).

En 22 ans, la part de la CSG dans le financement de la protection sociale n'a cessé

d'augmenter, sous les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Elle atteint aujourd'hui 20% des recettes de la «Sécu», auxquelles s'ajoutent 12,3% d'autres taxes (tabac, alcool...), tandis que la part des cotisations sociales s'est réduite à 59,1%. Contrairement aux cotisations sociales qui sont directement versées aux caisses de sécurité sociale, la CSG est un impôt «pré-affecté», c'est-à-dire prélevé par l'Etat, mais obligatoirement utilisé pour financer la «Sécu». Son taux s'élève à 7,5% pour les salaires (incluant les primes), il varie de 0 à 6,6% pour les revenus de remplacements (retraites, allocations chômage...), est de 8,2% pour les revenus des placements financiers et du patrimoine immobilier (mais les profits des entreprises ne sont pas mis à contribution !) et de 9,5% pour les revenus des jeux.

Cette diversification des sources de financement cherche à créer l'illusion d'un impôt «juste», équitablement réparti entre tous et ne reposant pas uniquement sur «les salaires». La réalité est toute autre. Selon le rapport de juillet 2012 de la Commission des comptes de la sécurité sociale, les revenus d'activité (salaires) constituent 70,2% des recettes de la CSG, les revenus de remplacement (retraites...) 17,2%, tandis que les revenus du capital (immobilier et financier) contribuent seulement à hauteur de 11,3%. Dans la réalité,

la CSG est donc payée à près de 80% par les salariés actifs, retraités et chômeurs.

TVA « SOCIALE » ET CSG, LES DEUX FACES D'UNE MÊME POLITIQUE

Transformer les cotisations sociales en CSG, c'est donc transférer une part des cotisations sociales (payées par les employeurs) en un impôt payé pour l'essentiel par les salariés. Tel est bien le sens fondamental de la réforme envisagée par Hollande et son gouvernement pour « baisser le coût du travail », au nom de la « compétitivité » de « nos » entreprises. Le PS poursuit ainsi le même but que Sarkozy et le Medef avec la TVA dite « sociale », abrogée par la nouvelle majorité. Si l'outil fiscal change, la dynamique de la CSG est la même quant à la répartition des richesses entre salaires et profits. La baisse des cotisations sociales, c'est une baisse d'une partie du salaire, de sa part « socialisée » (c'est-à-dire mise en commun) et en conséquence, une hausse équivalente de la part de travail gratuit que s'approprient les employeurs, sous forme de profits.

Le tour de passe-passe du discours libéral consiste à masquer cette nature salariale des cotisations sociales. C'est pourquoi il parle de « baisse du coût du travail », au lieu de dire plus prosaïquement « baisse des salaires », et de « charges sociales » au lieu de « cotisations sociales », élément du salaire. L'enjeu de classe de la répartition des richesses entre salaires et profits est ainsi escamoté.

Du point de vue patronal, les cotisations sociales sont effectivement une « charge », comme l'est l'ensemble du salaire. Pour le salarié, elles sont au contraire un élément de son salaire, qui finance quand il (elle) en a besoin, ses soins, ses indemnités journalières en cas de maladie ou de maternité, sa retraite, qui contribue à l'éducation de ses enfants (allocations familiales) et indemnise le chômage

Prétendre comme le fait Chérèque qu'on peut diminuer le salaire socialisé « sans toucher le pouvoir d'achat » est une contre-vérité, que chaque salarié peut vérifier. Dans la logique libérale la baisse des cotisations sociales peut être compensée seulement de deux manières : soit par d'autres recettes sous forme d'impôts reposant essentiellement sur les salariés, tel que la CSG, la TVA ou d'autres taxes (Hollande a évoqué une « taxe écologique » !), qui dans tous les cas conduisent à une baisse du pouvoir d'achat des classes populaires ; soit par une baisse des dépenses se traduisant par moins

de prestations sociales. On a alors une autre forme de ponction sur le pouvoir d'achat, puisque le salarié doit payer davantage de sa poche ses soins ou ses médicaments, en s'offrant, s'il le peut, une complémentaire santé ou retraite de plus en plus chère.

S'il n'en a pas les moyens, il devra renoncer à la satisfaction de besoins essentiels pour lui et sa famille et s'enfoncera dans la précarité. Dans les deux cas, la réduction des cotisations sociales aboutit dans la réalité à une baisse du pouvoir d'achat, et de la possibilité de satisfaire des besoins essentiels.¹

Le gouvernement Ayrault a l'intention d'utiliser ces deux leviers à la fois. Il se situe dans une perspective de réduction des dépenses de protection sociale au nom de la réduction des déficits publics. Les conséquences en sont connues : maintien des « franchises » médicales, « encadrement » et non interdiction des dépassements d'honoraire, nouvelles économies pour 2013 sur le service public hospitalier, tandis qu'une nouvelle attaque sur les retraites est d'ores et déjà annoncée pour l'année prochaine.

Simultanément, avec l'augmentation de la CSG, les salariés et les retraités devront payer plus... pour financer cette sécurité sociale au rabais, qu'ils devront compléter par des assurances santé ou des retraites complémentaires.

Les seuls gagnants de l'opération seront les patrons qui s'exonéreront toujours plus du financement de la sécurité sociale. Ils ont déjà obtenu, pour « défendre l'emploi » (avec les résultats que l'on sait), 30 milliards d'exonération annuelle de cotisations sociales. Leur cible est, à terme, les 315 milliards d'euros (un cinquième de la richesse produite en France) de cotisations de sécurité sociale ainsi que les 80 milliards de cotisations chômage dont ils espèrent s'affranchir.

Ne pas laisser faire ce hold-up sur la part socialisée du salaire est un enjeu décisif pour le mouvement ouvrier.

LE PIÈGE DU « DIAGNOSTIC PARTAGÉ » ET DU « DIALOGUE SOCIAL »

Le gouvernement vient de mettre en place un « Haut-conseil pour le financement de la protection sociale ». Cet outil du « dialogue social » vise à paralyser la réaction du mouvement syndical en l'enlisant dans d'interminables débats à froid, et en retardant ainsi toute possibilité de mobilisation.

Comme l'a annoncé le premier ministre, le Haut-conseil aura pour première tâche d'établir un « diagnostic partagé » sur la nécessité de nouveaux financements pour la Sécu. L'augmentation des cotisations patronales

en sera d'emblée exclue au nom de la défense de l'emploi et de la compétitivité des entreprises. L'objectif poursuivi dans cette négociation n'est autre que de faire accepter aux organisations syndicales la baisse des salaires (incluant les cotisations sociales) et la précarité (affaiblissement de la protection sociale) au nom de la sauvegarde de l'emploi. L'expérience des trente dernières années montre suffisamment qu'il s'agit d'un leurre dans lequel le mouvement syndical et les salariés ont tout à perdre.

Dans cette opération, le gouvernement sait qu'il peut compter sur le soutien zélé de la direction de la CFDT.

Le risque est de voir le reste du mouvement syndical, à l'origine opposé à la CSG, cautionner l'idée d'une nécessaire réforme du financement, même s'il est en désaccord avec les solutions gouvernementales. C'est un débat qui traverse aujourd'hui tant la CGT que la FSU et Solidaires.

Pour nous, la seule position cohérente face à la contre-réforme est le retour au financement intégral de la sécurité sociale par des cotisations, c'est-à-dire par le salaire socialisé. Abandonner ce point de vue est mettre le doigt dans un engrenage dangereux. C'est croire que l'on pourrait laisser le patronat réussir sa mainmise sur les cotisations sociales, et reconquérir par d'hypothétiques autres moyens (« taxation des profits ») le terrain que l'on aura abandonné.

Ce débat nécessaire n'empêche pas la recherche d'un accord entre les composantes de la gauche sociale et politique décidées à combattre la contre-réforme, car l'urgence est à la mobilisation, sans préalable, la plus rapide et la plus unitaire possible pour mettre en échec les projets patronaux et gouvernementaux. □

1. Nous ne revenons pas ici sur la distinction entre cotisations dites « patronales » et cotisations dites « salariales ». Dans la réalité, ce sont les patrons qui paient l'ensemble des cotisations sociales. La cotisation dite « salariale » est un artifice permettant de compenser la hausse des cotisations sociales par une baisse parallèle du salaire net. Transformer les cotisations « salariales » en CSG est une opération neutre au moment où elle est effectuée, mais elle permet de justifier en même temps une baisse des cotisations « patronales », et dans la durée d'exonérer définitivement les patrons du financement de la protection sociale. C'est pourquoi il faut rejeter la notion même de « salaire brut » et de cotisations dites « salariales ». Les cotisations sociales ne sont en fait que des cotisations « patronales » s'ajoutant au « salaire net ».

ÉTAT ESPAGNOL

Crise sociale, crises nationales

 PAR LLUÍS RABELL¹

Un million et demi de manifestants le 11 septembre à Barcelone, des centaines de milliers quatre jours plus tard à Madrid : l'État espagnol qui se noie dans une crise économique sans fond est ébranlé par les secousses sociales et nationales.

Les prévisions les plus optimistes des organisateurs ont été largement dépassées. De même pour les calculs du gouvernement nationaliste conservateur catalan. Appellant de ses vœux le succès de la manifestation, l'exécutif de la Generalitat essayait à la fois de se dérober à sa propre responsabilité quant à l'application des politiques d'austérité – aussi néolibérales que celles du gouvernement espagnol et menées de concert avec lui – et d'élargir ses marges de négociation budgétaire avec le gouvernement de Mariano Rajoy.

1. Militant de Revolta global-Esquerra anticapitalista. Révolte globale est l'organisation catalane de la Gauche anticapitaliste de l'Etat espagnol.

Enfin, une véritable marée humaine a déferlé, ce 11 septembre, dans les rues de Barcelone au cri d'«indépendance». La Diada, fête nationale où la Catalogne se remémore la chute de sa capitale en 1714, a revêtu cette fois une portée historique, tant par l'ampleur de la mobilisation – un million et demi de manifestants selon la police – que par le caractère, sécessionniste sans équivoque, de la revendication posée : «La Catalogne, un nouvel État d'Europe». Le 15 septembre, c'était au tour de Madrid. A l'appel des syndicats et de nombreuses organisations sociales, des centaines de milliers de personnes manifestaient pour dénoncer les coupes sombres imposées par le PP (parti populaire, droite au pouvoir)

dans les budgets sociaux. Le sauvetage des banques comporte une dure contrepartie pour les classes laborieuses et accentue la récession économique. Le gouvernement essaye de retarder la demande officielle d'une nouvelle «aide» financière, d'un «sauvetage» général de l'Espagne car cela supposerait un contrôle ouvert de la Troïka sur la politique économique. Des échéances électorales guère favorables pour la droite espagnole sont en vue, dans un mois, au Pays Basque et en Galice (auxquelles va s'ajouter la convocation, politiquement explosive, d'élections anticipées en Catalogne). Mais pour le gouvernement, il devient de plus en plus difficile de jongler avec le calendrier. Ainsi, en octobre, l'État espagnol doit s'acquitter de plus de 30 milliards d'euros de remboursement de la dette auprès de ses créanciers, notamment européens. L'Espagne, manquant de liquidités, est contrainte de

En Catalogne : «Pour une école publique de qualité». Photothèque Rouge/tn



refinancer sa dette à des taux d'intérêt exorbitants. Cet endettement, insoutenable à terme, s'avère de plus en plus difficile à gérer au quotidien face à la grogne sociale. Or, De Guindos, le ministre de l'Économie, vient de s'engager devant ses homologues européens à faire de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Chacun le sait, ce sont les retraites qui sont désormais visées. Malgré leur crainte d'une confrontation majeure, les grandes centrales syndicales, Commissions ouvrières et UGT, ont dû brandir à Madrid la menace d'une nouvelle journée de grève générale. Un bloc de la gauche syndicale, des organisations écologistes et de la gauche radicale – dont Izquierda Anticapitalista – a exigé, au cours de la mobilisation, l'organisation d'un tel mouvement d'ensemble. Il est sûr qu'une nouvelle attaque contre le régime des retraites rendrait inéluctable cette grève générale, la deuxième qu'aurait à essayer le gouvernement de Rajoy, installé au pouvoir depuis moins d'un an. Des luttes sectorielles éclatent ça et là, dans l'éducation publique (la Catalogne fait face à la rentrée scolaire avec 30 000 élèves de plus... et 3 000 postes de moins !) ou dans les chemins de fer et les transports publics de Madrid et Barcelone (contre les réductions salariales et les mesures de privatisation). Les conditions d'une tempête sociale et politique s'amoncellent sous le ciel de l'Espagne.

COMPLEXITÉ MULTINATIONALE

La crise économique se conjugue avec la crise d'un régime politique et d'un État fondés sur des rapports inégaux entre les différentes nationalités qui peuplent la péninsule ibérique. Il faut mesurer la portée de la récession qui s'abat sur l'ensemble du pays. Selon les prévisions du patronat, on devrait atteindre l'an prochain les six millions de chômeurs, soit plus de 26% de la population en âge de travailler. Dans la jeunesse, le taux de chômage dépasse déjà 55%. Des chiffres qui donnent le vertige et témoignent de l'effondrement de tout un modèle économique. Avec le processus d'intégration à l'Union Européenne, c'est toute une redéfinition de la structure économique et de la place de l'Espagne dans l'économie globalisée qui a eu lieu. Une fois l'industrie lourde démantelée, le pays est devenu une piste d'atterrissage pour les grandes multinationales, qui ont satellisé une bonne partie de la petite et moyenne industrie. Les campagnes se sont

dépeuplées et l'agriculture paysanne a succombé devant les exigences de l'industrie agroalimentaire. Les gouvernements – de droite et sociaux-libéraux – ont misé sur le développement du tourisme, la libéralisation du sol et la spéculation foncière. Les quinze années qui ont précédé l'éclatement de la crise ont été marquées par une expansion irrationnelle du bâtiment. La balance commerciale espagnole étant déficitaire, c'est auprès des grandes banques européennes, notamment française et allemandes, que les entités financières espagnoles sont allées chercher l'argent pour financer leur *fiesta*. Les bas salaires et la précarité des contrats de travail semblaient « supportables » dans la mesure où le crédit à bon marché était abondant ; beaucoup de gens contractaient des hypothèques pour pouvoir se loger. On en voit aujourd'hui les conséquences, avec plus de 500 000 familles expulsées de leur foyer – et toujours endettées auprès des banques – et plus d'un million d'appartements vides qui gonflent d'une valeur fictive les avoirs des entités financières.

La crise de la dette espagnole est, en fait, une crise de la dette privée – essentiellement des banques et grandes entreprises. C'est cette dette, pratiquement une fois et demie le PIB de l'Espagne, qui, progressivement transformée en dette publique, étrangle aujourd'hui le budget de l'État. Au milieu de cette catastrophe, pas la moindre idée en vue de la part des élites dirigeantes pour réactiver la croissance, si ce n'est de vaines tentatives de relancer les secteurs qui ont conduit à cet effondrement général à coup de nouvelles et hasardeuses opérations spéculatives.

C'est dans ce cadre-là que la décentralisation de l'État, décidée il y a trente ans pour essayer de diluer les aspirations nationales de la Catalogne et du Pays Basque, montre son caractère pervers et son épuisement. Ainsi, le budget de l'autonomie catalane gère d'importants services : éducation, santé, services sociaux, police, justice, aménagement du territoire, transports (en partie)... Or, la fiscalité constitue un point d'achoppement endémique entre la Generalitat et Madrid. L'État, ayant la capacité de ponctionner et gérer la plupart des impôts, octroie une portion manifestement injuste à la Catalogne au regard des services dont le gouvernement régional a la charge. La droite nationaliste catalane a bien su exploiter le sujet de la « spoliation fiscale » pour faire passer au deuxième plan le fait qu'elle a soutenu – et parfois anticipé – toutes les mesures antisociales de la droite espagnole. L'actuel

budget de la Generalitat, qui comporte une agression sans précédent contre la santé publique et l'éducation, a été adopté, voici un an, avec les voix du PP. C'est dire à quel point la question nationale devient cruciale. Elle pèse sur l'unité et la capacité d'action du mouvement ouvrier, elle met la gauche mal à l'aise et sur la défensive.

Le PSOE (social-démocratie), accroché à une idée centraliste de l'Espagne, se dresse contre toute prétention indépendantiste. De son côté, Izquierda Unida (Gauche unie, bloc autour du parti communiste), traditionnellement partisane de la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination, ne fait pas preuve d'une grande audace face à la nouvelle montée en puissance des revendications nationales. Pourtant, celles-ci mettent en mouvement de larges couches populaires, dans un élan contre un régime politique marqué par les déficits démocratiques et qui a préservé le poids dans la vie politique espagnole des oligarchies traditionnelles, bénéficiaires du franquisme. C'est là qu'une gauche de combat se doit de livrer une bataille pour l'hégémonie, unissant la lutte pour les droits sociaux au combat pour la démocratie la plus large. L'unité du mouvement ouvrier sera à terme impossible s'il n'assume pas le droit des peuples à la séparation, surtout quand le mouvement séparatiste est chargé d'opposition à la monarchie et empreint d'aspirations sociales. Le chemin d'une fédération libre des peuples de la péninsule, scellant l'entente des classes laborieuses, est désormais indissociable de la pleine réalisation des aspirations des nationalités historiques, la Catalogne, le Pays Basque et aussi la Galice.

« Quand l'indépendance est devenue l'horizon que demande la société catalane – affirme une déclaration de Revolta Global-Esquerra Anticapitalista – le défi de la gauche anticapitaliste et des mouvements sociaux, populaires et alternatifs, est d'unir la revendication nationale d'une République catalane à la lutte pour les droits sociaux et à l'objectif d'une issue à la crise capitaliste favorable aux intérêts de la majorité des citoyennes et des citoyens. Si nous ne parvenons pas à faire ce lien, ce seront les grandes entreprises et les secteurs conservateurs qui dirigeront ce processus, détournant la lutte nationale au profit de faux consensus et désactivant les mobilisations sociales. » □

Un tournant pour l'Afrique du Sud ?

LE MASSACRE DE MARIKANA

PAR MARTIN LEGASSICK¹

Le massacre du 16 août 2012 dans la mine de Marikana, quand la police a tiré à balles réelles sur des mineurs noirs, a donné l'impression que le régime du « White Power », le pouvoir blanc de l'apartheid, était de retour. La répression de la grève, les arrestations et la mort des mineurs ont été un révélateur de la réalité de la société sud-africaine et du relâchement des liens entre sa base et la force politique dominante (l'ANC – Congrès national sud-africain –, le parti de Nelson Mandela).

Le massacre de 34 mineurs en grève à Marikana – auxquels s'ajoutent sans doute d'autres –, ainsi que les blessures infligées à plus de 80 mineurs, le 16 août dernier, ont provoqué à travers l'Afrique du Sud un choc et une vague de colère qui s'est étendue au monde entier. Ce massacre pourrait être un tournant décisif dans l'histoire post-apartheid de notre pays. Marikana est une ville située dans un veld [terme afrikaans signifiant « champ », il désigne les plaines arides, d'arbustes et de maigre végétation, des plateaux d'Afrique du Sud] aride, parsemé d'herbes brunes en hiver et découpé par quelques affleurements rocheux. Les trois mines – Karee, West et East Platinum – appartenant à Lonmin² sont situées à la périphérie de la ville. Près de deux d'entre elles se trouve un campement de cabanes aux parois de zinc auxquelles sont accrochés des fils servant à faire sécher le linge. C'est là, à Enkanini, que vivent la plupart des mineurs.

Les bâtiments de surface de la mine surplombent le campement de cabanes. À côté s'élève

un gigantesque transformateur électrique et d'énormes pylônes courent à travers le veld. Cet ensemble constitue un « complexe minéral-énergétique » du type de ceux qui dominent l'économie sud-africaine depuis les années 1890 et sont fondés sur l'exploitation de la main-d'œuvre noire marchée. La seule différence est qu'aujourd'hui le platine a remplacé l'or au centre de ce système extractif. L'Afrique du Sud produit les trois quarts du platine du monde (le platine est utilisé dans l'automobile comme composant des pots catalytiques des véhicules et en bijouterie) et est passée du premier au cinquième rang dans la production de l'or. Les travailleurs du sous-sol à Marikana proviennent toujours majoritairement de la province du Cap-Oriental (Eastern Cape), zone qui a été la plus atteinte par le système d'apartheid de migration du travail. Un tiers sont des travailleurs sous contrat, employés par des « courtiers en travail » pour les mines, recevant de bas salaires et sans aucun avantage social (soins médicaux, retraites, primes). Les mineurs de platine, les foreurs de la pierre, travaillent sous terre avec des températures oscillant entre 40 et 45 degrés Celsius, dans des lieux étroits, humides et mal ventilés où des pierres chutent tous les jours. Ils risquent la mort à chaque fois qu'ils descendent dans les puits.

3 000 mineurs étaient et sont en grève à Marikana pour des augmentations de salaire, afin de passer de 4 000 rands par mois [pour les salaires les plus bas] jusqu'à 12 500 rands [d'environ 400 à 1 250 euros].

La juxtaposition de la mine avec Enkanini – où des toilettes extérieures sont partagées

par 50 personnes, où quelques robinets ne laissent couler qu'un mince filet d'eau, où les eaux usées répandent les maladies au gré des tuyaux percés et où les enfants récupèrent ce qu'ils peuvent des tas d'ordures – symbolise les immenses inégalités de la société sud-africaine actuelle [...]

A partir de 1994, des Noirs ont été introduits par le capital blanc dans les conseils d'administration à la suite d'un accord avec le gouvernement et se sont lancés dans une consommation ostentatoire. L'ancien secrétaire général de la National Union of Mineworkers (NUM – syndicat national des mineurs), Cyril Ramaphosa, qui est actuellement à la direction de Lonmin [entre autres fonctions à la tête de nombreuses entreprises], a récemment acheté un buffle rare pour une somme de 18 millions de rands [près de 2 millions d'euros], un fait qui a été souligné avec mépris par les travailleurs de Marikana lorsqu'il a fait un don de 2 millions de rands [200 000 euros] pour les dépenses des funérailles des mineurs tués. Le chômage réel en Afrique du Sud atteint 35 à 40% de la population active et il est encore plus élevé parmi les jeunes et les femmes, ce qui en fait le taux le plus important au monde.

TUÉS EN TENTANT DE FUIR

Les médias ont filmé la police tirant avec des armes automatiques sur les mineurs en grève qui couraient vers eux depuis le kopje rocheux où ils campaient et les corps tombant au sol, mortellement atteints [...]. Des chercheurs de l'Université de Johannesburg (et non les journalistes, pour leur plus grande honte) ont révélé que les tueries les plus importantes ne se sont pas déroulées là. La plupart des grévistes se sont dispersés dans la direction opposée au campement d'Enkanini, essayant de fuir la police. Sur un kopje situé derrière le camp de la colline on voit encore les restes de mares de sang [...]. Il y a eu des tirs sur d'autres travailleurs en fuite depuis des hélicoptères. Selon les mineurs, certains grévistes ont été écrasés par des

1. Martin Legassick est actif sur les questions du logement dans la province du Cap-Occidental. Il est membre du Front démocratique de gauche. Il s'est rendu à Marikana après le massacre. Le Front démocratique de gauche, lancé en juin 2011, se définit comme un front uni anticapitaliste de mouvements sociaux, syndicats, organisations communautaires et courants politiques. Son article a été écrit le 27 août. La traduction initiale de A l'Encontre a été réduite et éditée par TEAN La Revue, également responsable des notes qui suivent.

2. Lonmin est une compagnie basée en Grande-Bretagne. Elle emploie 27 800 travailleurs et est le troisième producteur mondial de platine, avec 22 tonnes produites en 2007. Les deux premiers producteurs – Anglo American et Impala Platinum, avec respectivement 70 et 55 tonnes produites en 2007 – sont également très actifs en Afrique du Sud.

Nyalas (véhicules blindés) de la police. La zone entière a été, dans les jours qui ont suivi, nettoyée par la police des balles en caoutchouc, des douilles et des canettes de gaz lacrymogène. Seuls des cercles d'herbes brûlées sont encore visibles, traces laissées par les feux de la police dans le but de faire disparaître les preuves des assassinats.

Des travailleurs ne sont toujours pas enregistrés dans la comptabilisation officielle du nombre de morts. Le nombre de décès est sans aucun doute supérieur à 34.

Une accumulation de preuves indique que ce n'est pas une police paniquée qui a fait feu sur des travailleurs dont elle croyait qu'ils l'attaquaient armés de bâtons et de machettes [...] Il s'agissait d'un meurtre prémédité d'une police militarisée destiné à écraser la grève. L'ordre a dû être donné au sommet de la chaîne de commandement. Cela est confirmé par les autopsies qui ont révélé que les travailleurs ont été abattus dans le dos (*Cape Times*, 27 août 2012).

En raison de la crise capitaliste mondiale, qui a entraîné une chute dans la demande de nouveaux véhicules automobiles, le prix du platine a diminué, restreignant les importants profits de Lonmin. Lonmin a refusé de négocier avec les mineurs en grève et a menacé de procéder à des licenciements massifs, une arme favorite des patrons miniers. La production de platine a diminué de 2 500 onces par jour, représentant plus de 3,5 millions de dollars. Il était donc dans l'intérêt de Lonmin d'écraser la grève [...]

**UNE VIOLENCE ORCHESTRÉE
PAR LA POLICE DE L'ANC**

Un jour avant le massacre, le chef de la police, Riah Phiyega, a rendu visite à la police de Marikana. Le jour du massacre, un porte-parole de la police a déclaré: «*Malheureusement ce jour est le jour J*» (*Business Report*, 17 août

2012). Phiyega a affirmé, après les assassinats, que «*c'était la chose juste à réaliser*» (*The Star*, 20 août 2012). Le gouvernement de l'ANC est impliqué dans ces meurtres commis en défense du capital minier blanc. Le massacre est une illustration de la violence déjà utilisée à plusieurs reprises par la police de l'ANC contre des mouvements sociaux [...]

Le massacre de Marikana a certainement fortement endommagé l'autorité morale que l'ANC a héritée de la lutte de libération [*contre l'apartheid*].

Depuis le 16 août, le président sud-africain, Jacob Zuma, s'est lui-même distancié des assassinats. Il a déploré la tragédie, visité le site six jours plus tard – où il a reçu l'accueil

Le 16 août 2012 dans la mine de Marikana, la police tire sur les mineurs (capture d'écran).



Reprise et nouvelles grèves

Le 19 septembre, alors que nous bouclions cette édition, on apprenait que les mineurs de Marikana cessaient leur grève débutée le 10 août, après la signature d'un accord augmentant leurs salaires de 22%, auxquels s'ajoutent une prime de reprise et certains bonus. Selon divers commentaires, l'ambiance parmi eux était au soulagement voire à la victoire. Dans le même temps, les travailleurs de plusieurs autres mines d'or ou de platine se mettaient à leur tour en grève, sur la même revendication d'un salaire net de 12 500 rands. Et afin de «faire respecter l'ordre», le gouvernement faisait autour de ces mines renforcer les forces de police par des unités de l'armée...

froid des mineurs-, déclaré une semaine de deuil et établi une commission d'enquête. Il espère restaurer son image et celle de l'ANC avant qu'il n'ait à affronter une réélection à la présidence de l'ANC lors de son congrès de Mangaung, en décembre 2012. La commission a cinq mois pour rendre son rapport - délai que le président espère suffisant pour

étouffer les discussions sur les événements jusqu'à la fin de la conférence de Mangaung. «Attendez les conclusions du rapport avant de former un jugement définitif» constituera le mot d'ordre de l'ANC et de ses alliés au cours des prochains mois.

Les mineurs, méfiants vis-à-vis de la commission officielle, ont appelé à la constitution

d'une commission d'enquête indépendante ainsi qu'au retrait des charges retenues contre les 259 travailleurs qui ont été arrêtés. «La même personne qui a donné l'ordre de tirer est celle qui a nommé la commission», a déclaré un travailleur (*Business Day*, 23 août 2012) [...]

DES RIVALITÉS SYNDICALES ?

Les médias ont affirmé que la violence a été précipitée par la rivalité entre la National Union of Mineworkers (NUM) et l'Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU). C'est absurde. Lorsque les mineurs de fond de Marikana sont partis en grève, ils voulaient négocier directement avec la direction et non qu'un quelconque syndicat les représente. C'est apparu clairement lors des réunions à Marikana qui se sont tenues après le massacre et lors du meeting de protestation du 22 août.

La grève a été violente. Au cours de la semaine qui a précédé le massacre, 10 personnes ont été tuées (six mineurs, deux gardiens de sécurité de la mine et deux policiers).

La NUM, qui comprend actuellement quelque 300000 membres, est née dans la lutte contre l'apartheid et représente historiquement les mineurs. Elle a une fière histoire de luttes, dont la grève des mineurs conduite par Cyril Ramaphosa en 1987. Mais depuis 1994, la collusion entre la NUM et le patronat n'a cessé de s'accroître. La NUM a conclu avec Lonmin un accord de deux ans pour des augmentations de 8 à 10% de salaire.

Lorsque les mineurs sont entrés en grève pour que leurs salaires soient plus que doublés, la NUM a tenté de les en empêcher. Les grévistes affirment que la NUM a été responsable de la mort de deux d'entre eux au début de la grève. Deux jours avant le massacre, Frans Baleni, secrétaire général de la NUM, a déclaré que les grévistes étaient «un élément criminel» (*Business Report*, 15 août 2012). Depuis le massacre, Baleni a affirmé que cela était «regrettable» mais il n'a pas condamné la police, seulement les «forces obscures qui détournent les travailleurs». Baleni gagne 77 000 Rands [environ 7 500 euros], soit dix fois plus que ce que gagne un mineur. A Marikana, des membres de la NUM ont déchiré et jeté leurs tee-shirts. Lors du meeting de protestation du 22 août à Johannesburg, un orateur de la NUM a été hué par les mineurs de Marikana.

L'AMCU bénéficie de la situation [...] L'AMCU a été formée après que son président actuel, Joseph Mathunjwa, ait été, en 1999, licencié d'une mine de charbon à Mpumalanga



puis réengagé à la suite d'une protestation des travailleurs. Mais il a subi un entretien disciplinaire de la NUM parce qu'il «*créait des désordres dans le syndicat*». Il a alors été exclu de la NUM et a créé l'AMCU.

L'AMCU revendique aujourd'hui quelque 30 000 membres. Elle représente des travailleurs des mines de charbon, de chrome et de platine à Mpumalanga et des mines de charbon au KwaZulu-Natal. Elle a des membres dans les mines de chrome et de platine à Limpopo et recrute dans les mines de fer et de manganèse autour de Jathu et de Hotazel dans la province du Cap-Nord. Elle a centré son activité en direction des travailleurs vulnérables sous contrat. L'AMCU a recruté à la suite d'une grève de six semaines dans l'immense mine Impala Platinum à Rustenburg (un complexe minier comprenant 14 puits et 30 000 travailleurs), grève à laquelle ont participé 4 300 travailleurs en février-mars de cette année (et au cours de laquelle quatre personnes sont mortes). Il est aujourd'hui difficile de savoir si elle est en capacité de construire une solide organisation des travailleurs du platine ou si elle se limitera uniquement à une rhétorique populiste.

L'AMCU est affiliée au National Council of Trade Unions (NACTU), fédération syndicale rivale de la Congress of South African Trade Unions (COSATU), forte de 2 millions de membres. Ces deux fédérations sont nées dans les luttes contre l'apartheid. La COSATU est toutefois alliée avec l'ANC, ce qui fait qu'elle est partiellement compromise par ses relations avec le gouvernement.

LES DIVISIONS DE LA COSATU

Les grèves dans le secteur du platine et le massacre se déroulent peu avant le 11^e Congrès de la COSATU qui se tiendra les 17-19 septembre 2012. La COSATU a depuis longtemps des divergences avec l'ANC au sujet de la politique économique. Au cours de la période récente, elle a été secouée par des divergences

internes croissantes sur ces questions ainsi que sur celle de savoir si Zuma devrait ou non obtenir un second mandat comme président de l'ANC et, par suite, être le probable président du pays s'il remporte les élections de 2014.³ [...] On peut lire dans le rapport politique que Zwelinzima Vavi (secrétaire général de la COSATU) destine au Congrès qu'il y a un «*dysfonctionnement complet de l'État*» (en raison de l'incapacité du gouvernement de l'ANC à fournir des manuels aux écoles de la province de Limpopo) et il déclare qu'il y a «*une distanciation sociale croissante entre la direction et les membres de la base*» de l'ANC (*Mail and Guardian*, 10-16 août 2012) [...]

Dans son rapport, Vavi se penche aussi sur «*la distance croissante entre les dirigeants et les membres*» au sein des syndicats de la COSATU (*Mail and Guardian*, 10-16 août 2012) : un constat qui s'applique également, par exemple, à la NUM. Lors d'une rencontre privée récente, le secrétaire général de la NUM a averti Vavi que, s'il ne cessait pas sa «*croisade solitaire*», il risquait de perdre son poste lors du Congrès de la COSATU.

L'onde de choc provoquée par le massacre aura des répercussions sur le Congrès. Les divergences pourraient s'approfondir. Certains observateurs prédisent même que la COSATU se fractionnera pendant ou après le Congrès. Cependant, les deux fractions au sein de la direction de la COSATU craignent l'érosion de la NUM et un développement croissant de l'AMCU ainsi que d'autres syndicats attirant des membres mécontents de la COSATU.

Une déclaration de la COSATU du 23 août 2012 parle d'une «*stratégie politique coordonnée, utilisée par d'anciens dirigeants syndicaux mécontents, faisant usage de l'intimidation et de la violence dans le but de créer des "syndicats" séparés, de diviser et d'affaiblir le mouvement syndical.*» Elle poursuit en disant que le Congrès de la COSATU aura «*à discuter de la façon dont nous pouvons battre cette tentative de diviser et d'affaiblir les travailleurs, sur comment nous pouvons faire [...] pour couper l'herbe sous le pied à ces "syndicats" séparés fantômes et à leurs soutiens financiers et politiques.*» La menace contre l'unité des travailleurs constitue un levier puissant qui permettra de réunifier temporairement les fractions de la COSATU. Cette stratégie sera soutenue par le Parti communiste d'Afrique du Sud, qui a de l'influence au sein de la COSATU⁴.

C'est, bien entendu, la direction de la NUM qui divise les travailleurs en raison de son échec à les représenter de manière satisfaisante, ce qui les amène à quitter le syndicat.

Si une scission s'opérait dans la COSATU et si l'AMCU et d'autres syndicats dissidents pouvaient créer des liens avec ce qui résultera de cette scission, des conditions favorables seraient alors créées pour le lancement d'un parti des travailleurs de masse, partageant un programme de gauche qui pourrait définir l'ANC sur le terrain du pouvoir. Une telle situation résulterait de la combinaison entre des scissions au sein des organisations traditionnelles des travailleurs et l'émergence de nouvelles organisations. Ce n'est toutefois pas le scénario immédiat le plus probable. Les conséquences pour Zuma à la conférence de l'ANC à Mangaung ne sont pas prévisibles. Elles dépendent de la manière dont le massacre se répercutera dans les prochains mois. La presse rapporte déjà que des membres de l'exécutif national de l'ANC sont indignés envers Zuma (*Sunday Times*, 26 août 2012)⁵. Si l'ANC n'était pas en capacité de contrôler la situation, les vagues de choc et de colères provoquées par le massacre pourraient signifier le début de la fin de sa domination. Plus rien ne sera certainement comme avant. □

3. Le congrès de l'ANC qui aura lieu en décembre 2012 doit statuer sur cette question.

4. Le parti communiste d'Afrique du sud a joué un rôle majeur dans la lutte contre l'apartheid en symbiose avec l'ANC. Depuis la fin de l'apartheid, tout en maintenant ses structures, il s'est aligné sur l'ANC. Il participe aux élections sous le sigle ANC et soutient la politique de Jacob Zuma et de son gouvernement, auquel il participe.

5. L'ancien président exclu de la Ligue de jeunesse de l'ANC, le populiste Julius Malema, a profité du massacre pour visiter Marikana, dénoncer Zuma et offrir son assistance aux familles des travailleurs. En fait, Malema veut utiliser le mécontentement des mineurs pour revenir au sein de l'ANC et mobiliser pour ses projets personnels contre les autres factions du parti.

SCHINDLER

Grève pour les salaires et l'emploi !

PAR HENRI CLÉMENT



DR

En arrachant par la grève quatre embauches sur l'Île-de-France et un recul de la direction sur un projet d'organisation du travail augmentant les charges et la pénibilité, les salariés de l'entreprise d'ascenseurs Schindler ont remporté une première victoire.

Q quatre jours de grève en Île-de-France, avec à la clé quatre embauches externes en CDI et un recul de la direction sur un projet qui conduisait à une dégradation des conditions de travail : l'atmosphère sociale s'est clairement réchauffée chez l'ascensoriste. D'autant qu'une semaine plus tard, les salariés de l'agence d'Annecy se sont mis eux aussi en grève et ont obtenu, en une journée, le passage en CDI de quatre salariés en CDD. Ce mouvement a été principalement mené par le personnel de terrain : les techniciens de maintenance et les réparateurs. C'est-à-dire ceux qui sont le plus directement confrontés

à l'augmentation des charges de travail et aux risques du métier d'ascensoriste. Les accidents récents, d'usagers comme de techniciens, sont venus brutalement rappeler cette réalité. En effet, si la question des salaires reste centrale, la destruction des métiers comme l'accroissement de la pénibilité (physique et psychologique) prennent de plus en plus d'importance.

UN MOUVEMENT QUI VIENT DE LOIN

Avec environ 3 000 salariés, répartis sur l'ensemble du territoire, Schindler fait partie, avec Otis, Koné et Thyssenkrupp, des quatre entreprises qui se partagent le marché de l'ascenseur en France. Cet oligopole est marqué depuis quelques années par la multiplication de projets visant à augmenter la productivité. Les nouvelles normes mises en place par la loi Urbanisme et Habitat, qui a imposé trois grandes tranches de travaux obligatoires pour assurer la sécurité des usagers et des techniciens, ont été l'occasion d'une relance de la course aux profits, même si une partie de ces travaux étaient justifiée. Avec l'effet

d'aubaine qui a permis une surévaluation des chantiers et une surfacturation, le montant des travaux en 2012 s'élève à presque 8 milliards d'euros, pour un coût estimé à l'origine à 4 milliards.

Cette conjoncture a fortement bousculé les structures de la main d'œuvre, avec un turnover plus important et un rajeunissement des employés. Par ailleurs, l'embauche accrue de cadres « extérieurs » (c'est-à-dire n'ayant pas été auparavant technicien Schindler) a introduit de nouvelles méthodes de management et permis de briser certaines habitudes de travail imposées antérieurement. Ce qu'a également permis l'introduction massive de technologies électroniques et de différents outils informatiques de suivi de l'activité. Tout cela a créé une situation tendue dans l'entreprise, qui bénéficiait auparavant d'une double réputation : d'un côté une réputation de qualité, tenant à la fiabilité de son matériel et à la qualification de ses techniciens ; de l'autre une réputation « sociale », d'une entreprise dans laquelle il était relativement

agréable de travailler par rapport au reste de la profession. Ceci créait un fort attachement de la majorité des salariés à l'image de marque de l'entreprise. Mais la course effrénée au profit, la baisse de qualité du matériel, le recours de plus en plus marqué à la sous-traitance et la multiplication des accidents ont largement érodé la confiance. Alors, lorsque l'entreprise a annoncé sa politique salariale pour l'année 2012, la situation était mûre pour exploser.

UNIFIER ET ÉTENDRE

Car avec 1% d'augmentation générale au mois de juin et 1% en individuel, mais au mois d'octobre, il ne pouvait y avoir de satisfaction. C'est en fait le report de l'augmentation individuelle en octobre qui a joué le rôle d'étincelle : les salariés l'ont interprété comme la preuve définitive de la mesquinerie de la direction. Comme cela arrive souvent, l'élément déclencheur de la grève s'est révélé, au départ, éloigné des bases revendicatives des équipes syndicales, qui combattent le principe même de l'augmentation individuelle « au mérite ». En fait, la perception des militants est souvent « décalée » par rapport au reste des collègues, un décalage produit par les « lunettes » militantes : ce qui est secondaire pour les uns, voire néfaste – prime au mérite, augmentation individuelle, intéressement –, est prioritaire pour les autres. Ce décalage résulte en grande partie des reculs sociaux et militants qui rendent accessibles, au mieux, des revendications partielles au détriment d'objectifs plus collectifs.

Cet aspect a cependant disparu lors des discussions aboutissant à une première plateforme de revendications : 170 euros pour tous, embauche de quatre techniciens, une charge de travail n'excédant pas 85 ascenseurs par technicien et le retour à l'organisation du travail antérieure au mois de mai. La dynamique de la mobilisation renforçait l'idée d'un cadre collectif dans lequel chacun pouvait se retrouver. Ces quatre revendications ont eu pour objectif de lier deux préoccupations centrales : l'augmentation des salaires, bien entendu, mais également la pression que crée en permanence l'augmentation des charges de travail. L'un ne peut aller sans l'autre. Gagner une augmentation de salaire, si la charge de boulot augmente en même temps, cela revient à ne rien gagner du tout !

A partir de ce moment, le principal effort des grévistes s'est concentré sur l'extension de la mobilisation. Comme de nombreux secteurs aujourd'hui, les collectifs de travail

reposent sur de petites équipes, fortement déconcentrées. A fortiori dans les activités de maintenance et dépannage, dans lesquelles les salariés interviennent souvent seuls et ne voient au mieux leurs collègues qu'une fois par semaine. Si les collègues d'une même équipe se connaissent, il arrive fréquemment qu'ils n'aient pas de contact avec l'équipe d'à côté, une attitude encouragée selon le principe élémentaire : diviser pour mieux régner ! De son côté, la direction n'a pas lésiné sur les moyens pour maintenir la division entre grévistes et non grévistes et donc circonvenir la grève : mensonges, menaces, réunions de service... Un effort appliqué avec plus ou moins d'enthousiasme par les chefs, qui subissent eux-mêmes une pression accrue au rendement.

LA GRÈVE, ÇA SE PRÉPARE !

Dans une conjoncture « normale », la grève reste un phénomène exceptionnel et somme toute minoritaire dans le temps militant. La grève, c'est l'exception et non la règle. Mais les conditions dans lesquelles elle va se développer sont le produit de l'activité militante quotidienne. Il ne faut donc pas négliger l'ensemble des outils qui permettent de travailler dans ce sens : pétitions, lettre ouverte, « freinage » de l'activité... en lien avec une présence dans les institutions représentatives du personnel – en s'efforçant de ne pas s'y laisser enfermer.

Sur l'agence de Levallois, le mouvement a été aussi fort parce que le travail de terrain sur les conditions de travail avait commencé un an auparavant. Avec, notamment, une pétition contre la suppression d'une équipe, puis une lettre ouverte à la direction régionale, initiée localement et signée massivement par les salariés de Paris, des questions systématiques en DP, etc. La force d'un mouvement dépend donc de la capacité à articuler les différents niveaux et moyens de lutte sans les opposer. Mais la grève dépend également des équipes militantes existant dans l'entreprise. En effet, de multiples éléments entrent en ligne de compte : traditions de lutte, implantation syndicale, attitude de la hiérarchie, mémoire ou non des luttes antérieures...

LE CONTRÔLE DÉMOCRATIQUE, UNE QUESTION CENTRALE

La dimension démocratique est quant à elle absolument décisive. Cela ne se résume pas à faire voter les revendications, les actions et à élire le comité de grève en assemblée générale. Bien plus, il s'agit du contrôle du mouvement, en particulier lors des négociations avec la direction. Dès le premier jour,

les grévistes ont accompagné la délégation élue qui rencontrait la direction. Cela a permis à chacun de se faire sa propre idée quant aux propositions et arguments de la hiérarchie. Au cours d'un blocage de site, cela signifie que les grévistes doivent se répartir les tâches. Mais à l'heure des nouvelles technologies, compte tenu de la facilité avec laquelle on peut installer une webcam, il est de moins en moins excusable de ne pas mettre en place ce contrôle permanent par les grévistes de leur mouvement (dans les années 1980, en Pologne, Solidarnosc y est parvenu, avec du matériel de fortune !) Cet aspect est d'autant plus important qu'au cours de grèves d'ampleur, la direction engage presque toujours des négociations en « off », cherchant à trouver des interlocuteurs « raisonnables » et à les attirer sur son terrain. Un jeu auquel se prêtent assez facilement les bureaucrates patentés, mais qui constitue aussi un piège dans lequel on peut tomber facilement, malgré la meilleure volonté.

Toutefois, le respect de ce principe de fonctionnement démocratique pose de réels défis. Ainsi, au quatrième jour de grève, une partie des grévistes de Levallois a commencé à poser la question de la reprise, sans pour autant le faire en AG. Il a fallu organiser la discussion dans l'après-midi, avec finalement une décision : se retrouver tous ensemble à l'agence le vendredi matin, et organiser la reprise en bloc. Était-ce le bon choix ? Car pour arriver à ce résultat, dans la pratique, cela revint à convaincre certains que la reprise allait avoir lieu. Les grévistes avaient une victoire – partielle certes, mais sur des embauches à l'heure des plans de suppressions de postes généralisés, ce n'est pas rien – et il s'agissait d'éviter une reprise en ordre dispersé qui aurait permis à de nombreux chefs de prendre les collègues un par un pour « débriefier » le mouvement.

De nombreuses questions restent encore à débattre si nous voulons pouvoir tirer les enseignements des mouvements de grève auxquels nous participons. □

FACE À LA VAGUE DES LICENCIEMENTS

LES ENJEUX DE LA MOBILISATION

PAR ROBERT PELLETIER

Dans le Monde Diplomatique d'août dernier, Frédéric Lordon titrait : « Pour en finir avec la crise – Peugeot, choc social et point de bascule ». De son côté, le syndicat CGT d'Aulnay s'est engagé à « être le cauchemar de Varin » (PDG de PSA). Le conflit pourrait bien conduire au premier affrontement de classe majeur du quinquennat de Hollande. Et ce dernier, avec son slogan « le changement, c'est maintenant », risque d'y perdre le peu de crédit dont il bénéficie encore.

DES ATTAQUES DE GRANDE AMPLIEUR

Les fermetures de sites et les licenciements programmés chez PSA, dans l'ensemble de la filière automobile et au-delà, ne sont pourtant qu'une des faces de la violente chute de l'emploi, ici comme dans l'ensemble de l'Europe ou aux Etats-Unis. En France, ce sont plus de 3 millions de chômeurs « officiels », c'est-à-dire en réalité près de 5 millions de personnes sans emploi. Avec toujours celles et ceux qui sont le plus frappés : les femmes (11,5%), les jeunes (15% pour les moins de 25 ans) et les « séniors » (plus de 20% des plus de 50 ans). Plus d'un chômeur sur trois est inscrit depuis plus d'un an, c'est-à-dire considéré comme chômeur de longue durée. L'approfondissement de la crise, c'est avant tout la perte du travail et donc du salaire, c'est-à-dire du seul moyen de vivre pour des millions de salariés. Toutes les branches professionnelles sont frappées : Arcelor, Petroplus, PSA, Carrefour, Fralib, Technicolor, Pilpa, Plyrosol, Doux, Sanofi, Air France, CIF... et la liste s'allonge chaque jour. Cette longue, toujours plus longue litanie est connue parce ces fermetures de site, ces plans de licenciements donnent lieu à des ripostes des salariés ou concernent des groupes dont la visibilité industrielle, sociale ou politique est importante. Mais les drames ne sont pas moins grands quand il s'agit de la liquidation de centaines de milliers d'emplois rendus invisibles dans le cadre des plans de départs « volontaires », des ruptures conventionnelles et des licenciements individuels. Si les échecs partiels ou complets de mobilisations peuvent laisser un

Alors que le chômage et la précarité ne cessent de s'étendre, que les licenciements se multiplient dans tout le pays, le drame social qui menace avec le projet de suppression de 8 000 emplois et de fermeture du site PSA d'Aulnay cristallise en cette rentrée bien des enjeux sociaux et politiques...

goût amer et peser sur les luttes futures, l'absence de lutte et l'isolement sont encore plus redoutables.

NÉGOCIER DES RECULS ?

Dans ce contexte, les projets gouvernementaux ne vont pas dans le bon sens. Pour imposer l'austérité nécessaire, notamment, afin de respecter la règle d'or des déficits budgétaires, le pouvoir applique d'ailleurs au secteur public la même politique de suppression d'emplois en décidant notamment le non remplacement de deux départs en retraites sur trois hors Education nationale et secteur hospitalier.

En matière de licenciements, le volontarisme pré-électoral du gouvernement a fait long feu. Les rodomontades de Montebourg à l'encontre de PSA ou de Sanofi se sont transformées en plates critiques sur les conséquences ou l'ampleur des suppressions de postes de travail induites par les réorganisations. Chez PSA, le dialogue social au travers d'une rencontre tripartite (gouvernement, direction, syndicats) consiste à étudier si le nombre de licenciements peut être revu à la baisse et le suivi des licenciés renforcé.

Chez Sanofi, après avoir, en juillet, jugé « inacceptable qu'il y ait la moindre destruction d'emplois » dans un groupe qui fait 5 milliards d'euros de bénéfices, le ministre du Redressement productif est aujourd'hui prêt à accepter la réorganisation et ses 1 200 à 2 500 suppressions d'emplois « si les syndicats sont d'accord ».

Mais au-delà des prises de positions immédiates, c'est aussi un avenir de reculs sociaux que prépare le gouvernement. Le

« Document d'orientation – Négociation nationale interprofessionnelle pour une meilleure sécurisation de l'emploi » du 7 septembre 2012 fixe le cadre de ses projets : « une volonté a également été partagée : entre "déréglementation" et "sur-réglementation", il y a une voie : celle du dialogue social. À condition qu'il soit loyal, confiant, transparent, apaisé et qu'il permette ainsi l'équilibre "gagnant-gagnant" des accords ».

Ce texte véhicule deux idées, l'une et l'autre lourdes de danger : premièrement, conforter les organisations syndicales dans la logique de concertation, de dialogue social prenant le pas sur la construction du rapport de forces indispensable pour faire reculer patronat et gouvernement ; deuxièmement, fort de cette caution, faire accepter par les salariés les reculs sociaux contre de prétendues garanties de l'emploi.

Malheureusement, ces idées sont déjà largement partagées. Aujourd'hui, les partis de gauche comme la majorité des directions syndicales les reprennent à leur compte. Le Parti de gauche et le PCF se cachent derrière le respect de prétendues prérogatives syndicales pour ne rien opposer aux propositions du gouvernement. A la fête de l'Humanité, le rassemblement sur une même tribune d'une vingtaine de représentants d'entreprises concernées par les licenciements ou les fermetures de sites n'a été qu'un défilé de récits de luttes, sans qu'aucune perspective concrète ne soit mise en avant.

Côté syndicats, pour la CFDT, la CGC et la CFTC, aucune ambiguïté, l'accord est complet et Chèreque est même à l'initiative, en toute complicité avec le MEDEF : pour sortir de la crise, il faut partager les efforts, accepter des sacrifices. Selon eux, les accords emplois-compétitivité permettraient des engagements réciproques : reculs sur les garanties statutaires en matière d'emploi, sur les conditions de travail, sacrifices en matière de salaires contre de prétendues garanties sur l'emploi. Quant à FO, nous sommes habitués au décalage entre les déclarations radicales de la direction et la pratique des organisations FO

« Révolutionner ! »

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux (...) Ce bouleversement continu de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes (...) »

Poussée par le besoin de débouchés toujours nouveaux, la bourgeoisie envahit le globe entier. Il lui faut s'implanter partout, exploiter partout, établir partout des relations.

Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. »

MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE



sur le terrain. La confédération désavouera-t-elle nationalement ce que ses représentants ont signé à SevelNord? Côté CGT, Bernard Thibault affirme que la confédération est prête à « débattre de la compétitivité » tout en lui donnant un autre contenu: garantie du pouvoir d'achat, pouvoirs accrus des salariés au travers des comités d'entreprises, et sécurité sociale professionnelle. Mais la logique infernale du dialogue social est là: accepter de débattre de l'inacceptable, c'est déjà cautionner une partie de ses résultats.

C'est toute la logique des accords emplois-compétitivité mis en place chez SevelNord ou à Air France: convaincre de la nécessité de partager les efforts en associant les « partenaires sociaux » et en marginalisant les syndicats réfractaires – comme chez Fiat en Italie. Un éventuel refus légitimant les fermetures de sites et les suppressions d'emplois.

CONSTRUIRE LA MOBILISATION

Si la voie du dialogue social est une impasse, celle de la mobilisation est semée d'embûches. Les profonds reculs sociaux encaissés ces trente dernières années, le vide idéologique laissé par l'effondrement du socialisme « réellement existant », la mise en évidence de la proximité des politiques sociales-démocrates avec celles du libéralisme triomphant fournissent le terreau d'une profonde résignation chez les salariés. L'affaiblissement des ripostes quotidiennes à l'exploitation, l'échec des grandes mobilisations sociales contribuent à un affaiblissement des organisations censées porter les mobilisations: syndicats et associations connaissent des crises de militantisme parfois dramatiques, qui laissent

aussi souvent indifférents les premiers concernés.

Dans le même temps, l'approfondissement de la crise met à nu le système et la réalité des régressions sociales. Les attaques contre les salariés sont perçues comme insupportables, injustes et, manifestement, ce n'est pas sur les partis politiques qui se relaient au gouvernement que l'on peut compter. À leur échelle, les salariés de Fralib posent toutes les questions: expropriation d'Unilever qui a décidé de fermer le site de Géménos, remise en route d'une production assise sur des fournisseurs écologiquement responsables, gestion de l'entreprise par les salariés dans le cadre d'une SCOP. Comme le démontrent les Fralib, pour le changement maintenant, nous ne pouvons compter que sur notre mobilisation.

De fait, dans les entreprises concernées par les licenciements, les positionnements sont au départ très éclatés. Celles et ceux qui ont passé la cinquantaine sont usés physiquement et/ou moralement par le travail, se verraient bien partir même avec un chèque très insuffisant et très injuste au regard de ce qu'ils/elles ont donné au patron. Les plus jeunes, souvent en situation précaire, sont peu enthousiastes à l'idée de se battre pour garder ce boulot aliénant qui a usé leurs parents avant de les jeter comme des malpropres. Entre les deux, il y a celles et ceux qui ont subi les reculs, les défaites, qui en politique n'ont connu que les alternances sans alternative, Mitterrand-Chirac-Sarkozy. À PSA Aulnay ou chez Technicolor, le chantage au reclassement éventuel sur d'autres sites pourrait bien modérer la volonté revendicative de certains.

Malgré tout les résistances existent, les colères explosent. Sanofi, Arcelor, Technicolor, Plysorol, Sodimédical, Fralib, autant de



noms d'entreprises qui riment avec résistance, autant de rassemblements, de manifestations où l'on hurle « on lâchera rien ! » Autant de combats qui posent deux questions essentielles.

Tout d'abord, comment gagner? Toutes et tous sont conscients que ce n'est pas chacun dans son coin, dans sa boîte que l'on peut s'en sortir. Mais il n'est pas évident de mettre en place les échanges, les coordinations d'action quand déjà, dans sa propre boîte, il faut beaucoup d'énergie pour convaincre tous les salariés de se battre. Les fédérations ou confédérations syndicales, en refusant toute démarche de coordination, de centralisation, ne vont évidemment pas dans ce sens. Enfin, beaucoup de salariés sont conscients que la dimension internationale des restructurations nécessiterait de combler le gigantesque retard du mouvement ouvrier dans sa dimension internationale. De la Confédération européenne des syndicats



L'usine Prevent Glass, filiale de Volkswagen, qui fabriquait des parebrises, située près de Nemours en Seine-et-Marne, a été mise en liquidation judiciaire le 18 mai 2012. Photothèque Rouge/JMB

à la Confédération syndicale internationale en passant par la toute nouvelle Fédération internationale de l'industrie, nous ne disposons que d'appareils bureaucratiques plus insérés dans les organismes étatiques, para ou supra étatiques que dans les luttes ouvrières.

Ensuite, face au déferlement de plans de licenciements, de fermetures de sites et aux négociations sur la compétitivité, nous devons construire une riposte autour d'un programme visant à repousser cette violente offensive antisociale. Nous refusons de nous enfermer dans les débats sur de prétendues surcapacités ou les délocalisations. Il ne s'agit que d'une classique crise de surproduction engendrée, d'une part, par une augmentation de la productivité arrachée au détriment de la santé des salariés et d'autre part, par la gabegie qui tient lieu de gestion capitaliste de la production. Pour y répondre les solutions «ouvrières» existent: réduction massive du temps de

travail, interdiction du travail de nuit, posté, de week-end, baisse des cadences. Ces revendications sont indissociables de la mise en cause du pouvoir patronal. C'est pourquoi nous défendons l'interdiction des licenciements, l'expropriation des patrons licenciés, le contrôle de l'argent public, la responsabilité collective des patrons d'une filière (automobile, chimie...).

Faute de défendre clairement de telles revendications, le danger est grand de conforter les salariés dans leur conviction

que les fermetures, les licenciements sont inévitables. Et qu'il vaut mieux se battre pour un bon chèque que pour la défense de notre emploi, c'est-à-dire de notre salaire, de notre seul moyen de vivre.

Nos revendications ne sont pas des thèmes de débats, de propagande, de discours pré-électoraux mais des objectifs de mobilisation, tous ensemble, maintenant. □

Responsabilité partagée ?

«J'appelle à la responsabilité des actionnaires. J'appelle à la responsabilité des syndicats», à la «responsabilité économique» des syndicats pour ne pas «affaiblir» le constructeur, déclare Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif. Pour lui, s'il «est important de défendre les salariés qui risquent de perdre leur travail et de reformater, renégocier et diminuer le plan social», les syndicats doivent penser à «tous ceux qui restent», les «100 000 salariés qui restent à Peugeot». «Affaiblir Peugeot, ne pas l'aider si elle en a besoin, c'est risquer la descente aux enfers pour ceux qui restent», a-t-il déclaré, ajoutant que «faire la guerre ne paraît pas le bon terme».

AUTOMOBILE :

UNE OFFENSIVE D'ENSEMBLE QUI APP

Contrairement à ce qui est ressassé tous les jours par le patronat, le gouvernement et leurs experts, le « coût du travail » n'a pas grand-chose à voir avec les restructurations en cours dans l'industrie automobile, particulièrement violentes en ce moment en France. La recherche de la rentabilité maximale des capitaux investis, en revanche, est très concernée...

La menace de fermeture de l'usine PSA d'Aulnay et les attaques contre l'emploi dans toutes les usines du groupe polarisent l'actualité sociale en cette rentrée 2012, moins de six mois après l'élection de François Hollande à la présidence de la République. Dans l'automobile, PSA n'est pas seul à l'offensive. Le concurrent Renault n'est pas en reste dans une politique détruisant des milliers d'emplois. Équipementiers et sous-traitants sont aussi visés. Toute la filière automobile est concernée par une crise dont les manifestations d'aujourd'hui viennent de loin. La récession mondiale de 2008/2009 a entraîné des restructurations qui n'en finissent pas de produire leurs effets.

La faute à l'imprévisible, à une baisse conjoncturelle des ventes d'automobiles en Europe ou au coût du travail qui serait trop cher en France: patrons de l'automobile, médias et experts gouvernementaux rivalisent d'arguments pour faire des salariés ceux qui ont à payer les frais de la crise. Quant à Hollande, son opposition aux plans patronaux n'aura duré que le temps d'un discours, le jour des pétards du 14 juillet.

Remonter aux racines de la crise, c'est dire la vérité sur les faits, désigner les véritables responsabilités et poser les conditions de véritables solutions.

UNE CRISE DE SURPRODUCTION CAPITALISTE

La crise n'est pas la même pour tout le monde. En 2012, jamais autant de voitures n'auront été produites dans le monde par une industrie qui continue d'être contrôlée depuis une trentaine d'années par les mêmes firmes japonaises, nord-américaines et européennes. La seule exception a été l'apparition d'un constructeur coréen, Hyundai, parmi les grands de la planète. Mondialisation capitaliste aidant, ces mêmes firmes, soit seules, soit au travers d'alliances, se font concurrence sur tous les continents. Renault au

travers de son alliance avec Nissan et PSA font partie des dix firmes automobiles les plus puissantes de la planète, même si elles n'y jouent plus les tout premiers rôles.

La concurrence se déploie partout dans le monde, mais l'Europe est le continent sur lequel la compétition entre toutes les firmes automobiles mondialisées est la plus aiguë aussi bien en termes d'usines de production que de réseaux de vente. Firmes japonaises et coréennes construisent de nouvelles usines en Europe, et pas seulement en Europe de l'Est. En France, les usines automobiles les plus récentes sont celle Toyota près de Valenciennes et de Mercedes qui produit la Smart à Hanbach, en Moselle.

D'un côté des vieilles usines que l'on veut fermer, de l'autre de nouvelles usines construites: c'est paradoxalement l'application de la même loi du profit au mépris des conditions de vie et d'emploi de dizaines de milliers de travailleurs. Ce sont les restructurations capitalistes qui sont partout à l'œuvre.

La vérité est que l'industrie automobile européenne, plongée au cœur de la crise de l'économie capitaliste, connaît une crise classique de surproduction. Les constructeurs automobiles trouvent de moins en moins d'acheteurs à un prix de vente qui garantit la rentabilité du capital investi au taux que réclament les actionnaires. Ils pourraient baisser le prix des voitures, mais ils baisseraient alors leurs profits. Ils sont d'autre part confrontés aux exigences croissantes de diminution des émissions polluantes et de réduction de consommation d'un pétrole de plus en plus rare et cher, facteurs qui contribuent tous au renchérissement du prix des voitures.

Ils pourraient investir dans des usines plus récentes, à l'exemple en France de Toyota, mais Renault et PSA préfèrent le faire sur les autres continents, là où les ventes d'automobiles progressent le plus. Ils se plaignent

de capacités de production utilisées à hauteur de 80%, mais c'est avec le travail posté et de nuit qu'ils ne veulent pas remettre en cause. En fait, les patrons de PSA et Renault ont recours à la vieille pratique capitaliste: classiquement, l'issue à une situation de surproduction est, si on les laisse faire, la destruction de moyens de production.

LA MENACE DE FERMETURES D'USINES EN EUROPE

En termes de fermetures d'usine, un pays a jusqu'à présent fait mieux que l'Europe. Aux Etats-Unis, des dizaines d'usines ont été fermées et des centaines de milliers d'emplois sacrifiés. Avec cette saignée, Obama s'autoproclame sauveur de l'industrie automobile américaine qui embauche maintenant des travailleurs payés moitié moins que les plus anciens, dans des usines implantées dans le sud des États-Unis, où les avantages de la région historique de Detroit ne s'appliquent pas.

Laisser faire la logique du capital, ce serait tolérer la généralisation de cette situation. C'est une menace très sérieuse. Jusqu'à présent, le patronat de l'automobile a hésité en Europe à utiliser ces méthodes brutales. Force est de constater que jusqu'à présent, depuis l'irruption de la crise en 2008, les fermetures d'usines ont été exceptionnelles en Europe, la dernière grande usine de montage automobile visée ayant été celle d'Opel General Motors à Anvers.

Les raisons sont à trouver dans les résistances manifestées par un mouvement ouvrier encore suffisamment organisé pour empêcher la généralisation de cette politique. Tout se tient: simultanément à la mise à l'ordre du jour de la fermeture de nouvelles grandes usines automobiles, se déploie une politique d'attaque frontale contre les salariés et leurs syndicats. En Italie, Fiat est à l'avant-garde de cette politique avec sa décision d'ôter à la FIOM le droit d'avoir des délégués dans les ateliers d'usine Mirafiori de Turin. En 2012, après Aulnay, c'est Ford qui menace de fermeture une usine de 4000 salariés en Belgique.

L'austérité qui s'applique partout en Europe, en organisant la stagnation ou la baisse des salaires de la majorité de la population, aggrave une situation à l'œuvre depuis des

PELLE UNE RIPOSTE TOUS ENSEMBLE

PAR JEAN-CLAUDE VESSILIER

	1985	1990	2000	2010
RENAULT	86 122	68 713	45 942	36190
PSA	145 800	127 700	117 900	98 845

Evolution des effectifs de Renault et PSA en France. Source : Michel Freyssenet, www.freyssenet.com

années. PSA n'avait pas attendu la baisse des ventes constatée en France ces derniers mois pour préparer et vouloir décider de la fermeture de l'usine d'Aulnay : c'est un plan mûri de longue date comme l'avait révélé il y a plus d'un an le syndicat CGT de PSA Aulnay. Les patrons de l'industrie automobile européenne se préparent depuis des années à cette stratégie fondée, pour sauver leurs profits, sur la destruction de moyens de production. Faire ce constat est simplement prendre la mesure de l'ampleur des offensives en cours.

DES SUPPRESSIONS D'ACTIVITÉS ET D'EMPLOIS PARTICULIÈREMENT VIVES EN FRANCE

La France a la particularité d'être l'un des pays européens où, dans toute l'industrie et en particulier dans l'automobile, la destruction des emplois et des outils de production a été la plus violente. Les années précédentes, le secteur des sous-traitants et des équipementiers était en première ligne des restructurations. Le mouvement atteint maintenant le cœur des dispositifs industriels.

Dans sa compétition franco-française avec PSA, Renault a pris une longueur d'avance en ce qui concerne la destruction des emplois et l'internationalisation de sa production. Les effectifs salariés de Renault dans la branche automobile en France ont été divisés par presque trois entre 1985 et aujourd'hui. Ceux de PSA sur la même période ont baissé de 50%.

A la fin du premier semestre 2012, Renault ne réalisait plus que 21% de sa production totale en France, alors que c'est le double pour PSA avec 40%. Les usines Renault de Sandouville et de Flins ont des effectifs cinq fois inférieurs à leur maximum atteint dans les années 1970 et 1980 : leur asphyxie est bel et bien programmée. Alors que l'actualité est polarisée par les menaces qui pèsent sur Aulnay, Renault installe dans une zone

franche à Tanger, au Maroc, une usine dont le volume de production devrait être dans les cinq ans de 400000 véhicules par an, à quoi va s'ajouter une usine près d'Oran, en Algérie, d'une capacité à terme de 150000 voitures. Cela veut dire que Renault installe sur le pourtour de la mer Méditerranée une capacité de production supérieure au total des voitures qu'il a produites en France en 2011, à savoir 440000.

Les experts qui se penchent sur le sort de l'industrie automobile en France expliquent les difficultés de PSA par son retard à s'internationaliser et proposent donc Renault comme modèle à suivre. Les résultats financiers de Renault pour ses actionnaires et son PDG sont meilleurs que ceux de PSA, mais au prix de destructions d'emplois et d'activités très importantes.

Le résultat net, c'est-à-dire le bénéfice, du groupe Renault, avec ses trois marques, s'est élevé à 786 millions d'euros pour le premier semestre 2012. Ce chiffre peut être comparé aux 819 millions de pertes de PSA durant la même période. En fait, ces gains proviennent exclusivement d'opérations et placements financiers. Rien ne vient de l'activité de production de voitures du groupe.

Les participations de Renault dans Nissan, Volvo poids lourd et le russe Autovaz lui ont en effet rapporté 630 millions d'euros, soit 80 % du résultat net. La seule participation Nissan a rapporté 564 millions d'euros pour ce premier semestre 2012. La contribution du «financement des ventes», c'est à dire le crédit automobile effectué par la banque RCI, s'est élevée à 395 millions d'euros. Tous les gains viennent de là : avec Ghosn, Renault est devenu un tiroir-caisse. Bravo le modèle !

LE MENSONGE DU COÛT DU TRAVAIL

On connaît la chanson : le déclin de l'emploi industriel en France s'expliquerait par le coût du travail. Cette affirmation est fautive. Dans l'Union européenne, le coût moyen du

travail était en 2011, pour les entreprises de plus de 10 salariés, de 23,1 euros de l'heure. Avec 34,2 euros de l'heure en moyenne, la France est dans le groupe des pays au coût élevé, mais elle n'est pas la plus chère. La Suède est à 39,1 euros et la Belgique à 39,3 euros. L'Allemagne, avec 30,1 euros de l'heure, se situe en-dessous mais reste dans le peloton de tête. La France est le 5^e pays en Europe en matière de coût du travail, l'Allemagne étant 8^e.

D'autres facteurs expliquent les choix de localisation industrielle, car les écarts précédents comptent finalement pour très peu dans le prix final d'une voiture, où la part des salaires n'entre que pour 5 à 10%. Diversifier les sources de production pour exacerber les concurrences entre sites, pays et salariés est une raison «politique» bien plus décisive. L'expert Sartorius, nommé par le ministre Montebourg, l'a confirmé en ne proposant comme alternative à la menace visant l'usine d'Aulnay que la fermeture de l'usine PSA de Madrid !

La position concurrentielle de l'industrie automobile française s'est principalement dégradée, au cours des dix dernières années, vis-à-vis de l'Allemagne qui n'est pas un exemple de pays à bas coût du travail. Avec les pays dits émergents, la France exporte plus qu'elle n'importe en terme de voitures. L'Europe prise dans son ensemble exporte plus de voitures vis-à-vis du reste du monde qu'elle n'en importe. Les restructurations-délocalisations sont effectivement insupportables, mais la réalité pour l'automobile européenne est d'abord celle de l'intensification de la concurrence entre firmes et pays capitalistes les plus développés.

ILS ORGANISENT

LA FUITE DE L'INDUSTRIE AUTOMOBILE

La concurrence entre firmes a souvent les aspects d'un casino où l'issue des batailles



n'est pas écrite d'avance, alors qu'en fin de compte ce sont toujours les salariés qui trinquent. Les travailleurs acquièrent un savoir-faire lié à un type de production et sont attachés à la valeur d'usage du bien qu'ils contribuent à produire : « pas de bagnoles sans nous ». C'est un savoir-faire qui pourrait être mobilisé pour d'autres productions socialement utiles, en satisfaisant les besoins en transport collectif innovant. Mais ceci est en complète dissymétrie avec les choix des actionnaires, fondés sur la rentabilité de leur capital investi aujourd'hui dans l'automobile et demain, pourquoi pas, dans une autre branche de l'économie. Ils vont là où la prairie est la plus verte. Alors que les fonds de pension actionnaires de Renault appliquent brutalement cette politique, on a voulu nous faire croire que la famille des héritiers et rentiers Peugeot était attachée à un « patrimoine industriel ».

Les réalités remettent les pendules franco-toises à l'heure. La famille Peugeot a une partie de sa fortune valorisée au sein d'une société financière, la FFP. Lors du meeting de rentrée du NPA cet été à Port-Leucate, Bertrand Dubs, ouvrier chez PSA à Mulhouse avait énuméré les nombreux secteurs d'activité où la famille Peugeot plaçait ses capitaux, parmi lesquels les équipements ménagers (Seb, Moulinex, Tefal), les autoroutes (la SANEF), le matériel aéronautique (Lisi), les instituts de sondage (IPSOS) sans oublier les maisons de retraite. Au mois de juin 2012, les automobiles PSA ne représentaient plus que 30% du capital total de la FFP, une partie de la fortune de la famille car il y avait aussi les placements à l'abri dans quelques paradis fiscaux. Le désinvestissement de la famille Peugeot de l'automobile est en marche. La rentabilité d'une entreprise capitaliste n'est pas une donnée abstraite : côté face, c'est l'exploitation de milliers d'ouvriers licenciés au gré des fluctuations des

cours d'actions, côté pile, ce sont des profits privativement accaparés par des propriétaires et actionnaires qui peuvent zapper d'un secteur économique à l'autre. Voilà ce que démontrent les pratiques de la famille Peugeot, son expropriation devenant une mesure de « morale » publique.

L'ampleur des restructurations en cours de l'industrie automobile concerne bien au-delà des seuls travailleurs de l'usine d'Aulnay et de PSA. C'est toute une filière industrielle qui fait face à l'application méthodique de la loi du profit. La nécessaire préparation du tous ensemble découle du caractère général de l'attaque. □

Les salariés de PSA Aulnay manifestent à Paris, le 20 septembre 2012, en direction de l'Élysée où une délégation des responsables syndicaux a été reçue par Hollande. Photothèque Rouge/JMB



AIR FRANCE

ACCORD GAGNANT-GAGNANT ? SALARIÉ PERDANT-PERDANT !

PAR JOËL LE JEANNIC

A Air France comme à SevelNord, c'est le même scénario : de grands groupes prétextent de la crise pour tenter d'accroître leurs parts de marché au détriment de leurs propres travailleurs... En exerçant un chantage à l'emploi pour imposer de graves reculs sociaux, grâce à la collaboration de directions syndicales incompétentes ou indignes. Malgré tout, beaucoup de salariés résistent.

Peugeot PSA : une petite boîte qui va mal... Un chiffre d'affaires de 59,9 milliards, en progression de 7%... Mais c'est « la crise », alors PSA supprime 8 000 emplois dans le groupe. Et puis PSA propose à son usine de SevelNord un accord gagnant-gagnant, emploi-compétitivité : PSA s'engage à ne pas faire de licenciements économiques ; deux ans de blocage des salaires ; mise en place de la flexibilité pour accroître la productivité. Cet accord est signé, à la veille du départ en vacances (23 juillet) par la CGC, FO, les Autonomes.

Air France/KLM, une autre petite boîte qui va mal... Un chiffre d'affaires de 24,4 milliards, en progression de 5%, la recette unitaire au siège elle aussi en progression de 6,1%... Mais c'est la crise, alors : Air France supprime 5 000 emplois dans le groupe. Et puis propose au personnel au sol un accord gagnant-gagnant, de compétitivité-emploi : Air France s'engage à ne pas procéder à des licenciements économiques ; deux ans de blocage des salaires ; baisse de 10% des salaires dans l'avenir par la baisse du calcul de l'ancienneté ; mise en place de la flexibilité pour compenser les postes supprimés ; semaines jusqu'à 43 heures, prévenus 3 jours à l'avance...

Cet accord sur le plan « Transform 2015 » a été signé, à la veille du départ en vacances (6 juillet) par la CGC, FO et la CFDT. Toute ressemblance n'est pas fortuite et n'est pas le produit du hasard. C'est la même stratégie

pour ces deux grands groupes mondiaux : accroître leurs parts de marché, en faisant financer cette croissance par les salariés, à marche forcée.

LA STRATÉGIE DU CHOC

On présente tout à coup une situation apocalyptique, on monte en épingle un déficit prétendument abyssal. Déficit en partie fabriqué – par exemple, on met dans le déficit les 400 millions qui vont financer le plan social, et puis c'est tellement facile de jouer sur les comptes, avec les différentes filiales à l'international, le remboursement des avions qui est accéléré...

On recherche la complicité des syndicats, en partie grâce à des audits. En guise d'audit, un cabinet se contente d'aller interviewer les différents dirigeants et compile leurs réponses et diagrammes fournis. Il ne peut que reprendre la comptabilité présentée et n'a pas le pouvoir d'aller voir plus loin.

A Air France, le cabinet Secafi-Alfa a donc repris la théorie de la crise et justifié les économies à faire, entraînant la totalité des syndicats, sauf Sud Aérien, dans l'acceptation du constat d'une situation soi-disant catastrophique. Devant la montée de la mobilisation des salariés, la CGT a finalement « découvert » qu'en fait la direction avait caché des choses et menti au cabinet, et demandé une nouvelle expertise...

Le nouveau PDG, Alexandre Begougne De Juniac, arrive en novembre 2010, à la suite du débarquement de Philippe Gourgeon, jusque là homme de confiance de Spinetta et proche des milieux socialistes. Pour le remercier, et surtout acheter son silence, il touche une confortable somme de 2,2 millions d'euros, avec en prime une indemnité de non concurrence de 400 000 euros ! Pour un dirigeant qui aurait soi-disant dissimulé la gravité de la crise, il est bien récompensé. Juniac, originaire de Neuilly, fait partie du cercle sarkozyste et arrive du ministère des finances. Il en profite, parce que c'est la crise bien sûr, pour faire passer son salaire de 180 000 à 900 000 euros.

Juniac « découvre » alors que ça va très mal à Air France. Il propose sa thérapie de choc,

et menace de dénoncer tous les accords existants si les syndicats refusent son plan. Ces derniers gobent tout et l'implorant de sauver Air France, en accablant le pauvre Gourgeon jusque là célébré.

LES SALARIÉS SONT ALERTÉS ET COMMENCENT À SE MOBILISER

En février 2012, à l'appel de CGT, de FO et de SUD Aérien, 600 salariés envahissent la salle du CCE (comité central d'entreprise), obligeant les dirigeants à sortir sous les huées. Aux ateliers industriels d'Orly Nord, secteur où Sud Aérien est le premier syndicat, la mobilisation réunit plus de 400 salariés, la plus grosse mobilisation depuis la grève historique et victorieuse de 1993. Juniac sent le danger et propose alors un accord-cadre pour négocier à froid, si les syndicats acceptent un gain de 20% de productivité. Il suspend la dénonciation de tous les accords. La mobilisation retombe. Pour le personnel au sol, l'accord cadre est signé par la CFDT, FO, l'UNSA, la CGC (un accord identique est signé pour les hôtesses et stewards et pour les pilotes par la CGC, l'UNSA, FO et le SNPL). La CGT ne le signe pas mais participe aux négociations en observateur. Avec l'acceptation d'un calendrier reportant la signature d'un éventuel accord fin juin, au moment où les salariés partent en vacances.

Tous ces syndicats participent à ces pseudo-négociations sans en rendre compte aux salariés, les documents restant confidentiels. SUD et les salariés ne peuvent commencer à se mobiliser qu'en se procurant secrètement, par des « amis », la copie des attaques en préparation (ancienneté, flexibilité...). Avec la publication par SUD Aérien de ces documents, la mobilisation remonte, sur l'industriel. Et SUD est alors rejoint par la CGT de l'industriel début juillet.

La colère grandit. 200 salariés du centre de maintenance de Roissy montent au siège rencontrer les bureaux syndicaux. Ils se voient barrer la route par des CRS qui protègent les locaux et empêchent les salariés



d'interpeller ces bureaux centraux !

De mars à juillet, la CGT n'appellera, sur tout Air France, qu'à une seule action : un arrêt de travail le vendredi 6 juillet à 14 heures, deux heures avant la date limite de signature, au moment où les salariés partent en week-end ou en congés. Un rassemblement ridicule d'une dizaine de personnes et la comédie grotesque de faire venir un huissier pour faire constater que la direction ne lui permet pas d'entrer...

Dans les quinze derniers jours, SUD Aérien accentue sa propagande en réclamant un report de la signature à l'automne, pour permettre aux salariés de donner leur avis, beaucoup d'entre eux n'osant croire ce qui se passe, étant informés par les seuls tracts de SUD. La pression du personnel et de ses délégués de base mécaniciens avion, qui menacent d'une démission collective, fait que finalement, l'UNSA ne signe pas l'accord pour le personnel au sol. Ne signent que CGC, CFDT et FO, s'appuyant sur des secteurs moins mobilisés comme les escales aéroport qui croient sauver leurs emplois en sacrifiant leurs salaires. Parmi les personnels navigants commerciaux, la colère monte aussi et deux des trois syndicats «représentatifs» de cette catégorie, l'UNSA et FO, sous la pression, refusent finalement de signer l'accord de productivité, après avoir consulté par référendum les salariés concernés. La CGC seule est prête à signer, mais elle ne représente pas les 30% nécessaires pour valider l'accord.

De nombreux salariés sont écœurés. Beaucoup d'entre eux ne croyaient pas à cette signature de la honte. L'écœurement redouble quand ils voient que les pilotes, qui apparaissent mieux traités, obtiennent au moins des hausses de salaire en échange de l'augmentation du temps de travail, et qu'ils constatent l'attitude plus respectueuse des syndicats d'hôtesse et stewards, qui ont refusé de signer l'accord Transform.

NOUVEAUX MOUVEMENTS À LA RENTRÉE

Dans les escales, dont la plus grosse, Charles-de-Gaulle, compte 7000 salariés, le plan Transform et les nombreuses attaques qu'il contient commencent à s'appliquer avec des attaques sur l'emploi, la flexibilité. Deux grèves ont déjà eu lieu à Strasbourg, suite à l'annonce de l'arrêt de la ligne Roissy-Strasbourg. Les salariés y ont la garantie de l'emploi à condition d'accepter des mutations sur Marseille ou Toulouse. La direction annonce aussi le début de mise en service



de machines qui permettent aux passagers de peser et enregistrer eux-mêmes leurs bagages, autant de futures suppressions d'emploi à venir dans les aéroports d'Orly et Roissy.

Dans les secteurs qui se sont mobilisés, face à la signature du plan les salariés écœurés ont en représailles baissé le rythme de travail. Il y a besoin pour la hiérarchie de les remettre au boulot, d'autant plus qu'il va falloir assurer le travail de ceux qui vont partir sans être remplacés. Dans l'usine de maintenance Equipements de Villeneuve-le-Roi, la tentative de sanction d'un salarié qui est parti 10 minutes à la médiathèque du CE entraîne un débrayage de tous les ateliers, avec des salariés qui font grève alors qu'ils n'avaient pas bougé fin juin. Des attaques sont à venir sur les horaires, la flexibilité. De nouveaux accords doivent être signés, de nouvelles mobilisations sont à venir pour défendre la stabilité des horaires, compatibles avec l'éducation de nos enfants.

Avec en plus, les annonces du plan Transform qui se poursuit : sur l'industriel, la direction annonce la création de deux filiales Air France en Chine pour réviser des équipements mécaniques et électroniques, faisant suite à la construction en cours d'autres en Inde et à Abu-Dhabi dans le Golfe.

La stratégie d'externalisation de la maintenance rencontre toutefois quelques aléas : après la perte d'un de ses panneaux en vol par un avion réparé en Chine, c'est de l'usine ATI, co-filiale Air France/ Royal Air Maroc à Casablanca, que parvient la nouvelle d'un début d'incendie provoqué par l'utilisation d'un aspirateur au contact de vapeurs de diluant. L'avion est sérieusement endommagé et nécessite deux mois d'immobilisation et de travaux. C'est cette usine qui prend une part croissante de l'activité auparavant effectuée dans le centre Air France de Toulouse.

Sur les salaires aussi, après l'ancienneté, les grilles d'emploi vont être changées : pour



Agents d'entretien des avions au sol, les « rampants », sur le tarmac de l'aéroport d'Orly. Photothèque Rouge/JR

répondre à la baisse des effectifs, la Direction veut des salariés polyvalents et dociles. Elle veut effacer tout repère collectif pour mieux diviser et payer à la tête du client. Et en fin de compte payer moins. La aussi les salariés vont défendre chèrement leurs acquis, par exemple les points de l'examen de technicien avion...

Pour les hôtesses et stewards, face à la non-signature la direction a dénoncé tous les accords. Il y a un an pour négocier, ce qui annonce soit de nouvelles propositions, soit des grèves à venir, sur fond de mouvements chez les hôtesses d'autres compagnies : Corsair, Régional, Lufthansa...

Les suppressions d'emploi s'accompagnent aussi d'un plan de départs volontaires qui permet aux salariés proches de la retraite de partir plus tôt; mais là aussi il y a du mécontentement, car certains secteurs sont exclus du bénéfice de ce plan, justement des secteurs industriels où les horaires sont pénibles, avec de la toxicité dans les produits utilisés. Leurs salariés se vivent

comme doublement punis : ils n'ont pas le droit de partir, parce que leur secteur rapporte de l'argent et se développe, et en même temps on leur applique les baisses de salaire, l'attaque sur les 35 heures... La colère est donc prête à éclater : c'est comme si dans une classe, les premiers étaient punis et les derniers récompensés, pensent les salariés qui ont passé plus de 30 ans dans un travail difficile.

PEINTRES CHINOIS ET SYNDICALISME CORROMPU

Tout n'est pas simple pour la direction qui doit gérer ses contradictions : après avoir imposé à tous les salariés de solder leurs congés cet été, elle s'est retrouvée avec une insuffisance de peintres avion pour assurer un chantier en août, à l'usine d'Orly : nous avons alors vu arriver des peintres en direct de Chine, accompagnés de deux traducteurs, l'un du chinois à l'anglais, l'autre de l'anglais au français. Pour cinq peintres, c'était un peu le luxe.

Roissy et Orly sont, avec PSA Aulnay, les dernières grosses concentrations industrielles sur la région parisienne. Face à la mondialisation, qui pousse les entreprises à toujours plus de rentabilité pour nourrir la spéculation financière et les énormes besoins de capitaux, le sentiment est fort qu'il faudra arriver à faire converger ces combats si l'on veut bloquer les externalisations et destructions d'emploi.

L'interpellation des politiques (députés, cabinet de Montebourg, conseil général, maire d'Orly...) a commencé. Les syndicalistes combattifs ont la préoccupation d'abord organiser les combats à venir à l'intérieur de l'entreprise et aussi d'intervenir sur la scène politique centrale, en lien avec les autres entreprises et la population, pour imposer d'autres choix de vie.

Dans le même temps, la décomposition du syndicalisme se poursuit : le président CGT de la mutuelle Air France a été pris la main dans le sac, se versant 18 000 euros avec le chéquier de la mutuelle. Ce même individu est l'un des deux qui avait signé un accord secret en 2006 avec la direction d'Air France, pour casser une grève à l'industriel. A cette époque déjà, il était sous l'emprise d'une mise en examen pour trafic de fausses marques, qui aboutit à sa condamnation à plusieurs dizaines de milliers d'euros d'amende. Et ce dirigeant exigeait la confiance des syndiqués, à tel point que la section CGT d'Orly nord fut dissoute et ses dirigeants exclus parce qu'ils s'opposaient à de telles pratiques...

En parallèle, la destruction des acquis du CCE continue : la CGT, alliée à FO, à la CFDT et à la CGC, a mis en vente une partie du patrimoine du CCE pour combler le trou financier provoqué par l'arrêt du financement du CCE par l'établissement des navigants. Avec les mêmes méthodes, plan de départs, mutations dans d'autres entreprises... et bien sûr sans jamais engager une mobilisation de masse des salariés pour inverser ces choix funestes.

De nombreux combats sont à venir pour résister à ces attaques gravissimes. □

ENTRETIEN AVEC BERTRAND ET YVAN,
OUVRIERS À PSA MULHOUSE

« L'ESPRIT PEUGEOT EST FINI » : DE LA PEUR À LA RÉVOLTE ?

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES CHASTAING

Bertrand Dubs travaille depuis plus de vingt ans chez PSA à Mulhouse, en chaîne dans l'atelier de montage/carrosserie. Il est militant du NPA et militant syndical.

Yvan Zimmermann, après avoir été employé dans plusieurs petites entreprises de la région mulhousienne, travaille depuis environ quinze ans chez PSA à Mulhouse, en production dans l'atelier de peinture. Militant NPA, tête de liste du NPA aux dernières élections européennes pour la région Est, il est aussi militant syndical.

Comment les salariés vivent-ils, de l'intérieur, la crise actuelle de l'automobile ?

Bertrand : La fermeture d'Aulnay, c'est un changement qualitatif mais dans le cadre d'une logique qui dure depuis des années. Sous l'angle des conditions de travail et de l'ambiance, c'est l'horreur. Ça n'a plus rien à voir avec ce qui se passait il y a 20 ou 30 ans. La charge de travail individuelle, la productivité ont considérablement augmenté. Ce sont les méthodes dites japonaises : gagner de l'argent sans vendre plus en augmentant en permanence la productivité. Ce qui est la cause de ce qu'ils appellent les surcapacités de production et donc des licenciements.

« ON ÉTAIT DEVENUS DES ROBOTS »

Aujourd'hui chaque temps mort est traqué, chaque geste inutile est chassé. Pour ça on est filmé. Un peu le même sentiment que les caméras dans les rues. On est loin du système artisanal des chronomètres. Ça s'accompagne de tout un système toujours renouvelé pour faire la chasse aux temps morts. Ça s'appelle Hoshin, Kaysen, « bons points »... avec des primes à la création d'économies et à la délation. Ils innovent en permanence. Ça nous prend la tête. A un moment ils nous ont imposé des gestes standard. Une torture. On ne pouvait même

plus faire les gestes de travail qui nous convenaient le mieux. On était devenus des robots. Avec ces méthodes de travail il y a un bourrage de crâne permanent, la fin des secteurs aménagés pour les anciens ou les handicapés, une amplification de la chasse aux malades.

Il y a une pression permanente, des évaluations et des entretiens personnels fréquents, des sanctions, des mutations. Ils créent une ambiance de peur et de soumission. Si on est malade, au retour, on peut être convoqué devant un ensemble de cadres pour s'expliquer. Ils nous font faire des formations infantilisantes. A côté de ça, ils suppriment les infirmeries et les cantines. On ne peut même plus manger chaud. Les lignes de bus sont également supprimées. Il faut se lever de plus en plus tôt. C'est cette pression dans cette ambiance qui crée un stress permanent et débouche sur l'épuisement au travail et les suicides. Ce ne sont pas des accidents, c'est une politique.

Yvan : A Mulhouse, ces pressions sont particulièrement sensibles car c'est l'usine de PSA où la proportion d'ouvriers OS est la plus forte du groupe – et peut-être de France pour cette taille – par rapport aux secteurs professionnels ou à l'encadrement.

Avec la crise, comme Peugeot n'embauche pas depuis des années, il y a de plus en plus d'intérimaires. Ils ont les postes les plus difficiles et certains ne restent pas plus que quelques jours ou quelques heures. Comme ils n'ont plus l'espoir de se faire embaucher, pour les tenir, les agences mettent leur propre maîtrise au sein de l'usine, doublent en quelque sorte la maîtrise Peugeot, pour faire pression sur ceux qui vont trop souvent à l'infirmerie, sont malades, etc.

Les salariés en CDI, eux, sont de plus en plus vieux et donc souffrent toujours plus. Le corps est usé, délabré. Avec le report

de l'âge de la retraite, on s'est vu mourir à l'usine. C'est pour ça que dès qu'il y a un plan de départ, il y a toujours des volontaires. Tant pis pour la misère qui attend, on n'en peut plus. C'est une question de survie. C'est aussi pour ça – entre autres choses – que dans bien des conflits autour de fermetures, on voit pas mal de salariés demander une bonne prime de départ plutôt que le maintien de l'entreprise, notamment dans la sous-traitance automobile où les conditions de travail sont encore pires que dans les usines mères.

LES ORIGINES DE LA CRISE DE L'AUTOMOBILE

Est-ce que les travailleurs articulent la crise de PSA avec la crise financière généralisée et ce qui se passe en Grèce, Espagne... et si c'est le cas, comment le font-ils ?

Bertrand : On n'imagine pas à quel point c'est lié dans l'esprit des travailleurs comme d'ailleurs dans la réalité.

La crise actuelle de la production automobile dans le monde développé – car on n'a jamais vendu autant de voitures sur la planète – c'est la crise du passage du marché d'équipement au marché de renouvellement. Une fois qu'une majorité de consommateurs s'est équipée d'une voiture, il est difficile pour eux de passer à deux ou trois. Ils ne font alors que renouveler leur voiture une fois celle-ci usée. Dans cette situation, la production qui jusque là était en progression exponentielle, se ralentit et stagne. Cette crise a commencé aux USA dans les années 1960, avant de s'étendre peu à peu au reste du monde développé.

Yvan : Par la suite, au travers d'étapes diverses, on a assisté à la fois à des mesures protectionnistes et en même temps à une nouvelle géographie mondiale de la production industrielle pour faire baisser les coûts et trouver



De gauche à droite : Bertrand Dubs, Jacques Chastaing, Yvan Zimmermann. DR

de nouveaux marchés, ce qu'on a appelé la mondialisation. Parallèlement, il y a eu les premières attaques contre les salariés pour maintenir les profits avec les premières externalisations, la sous-traitance et donc la baisse du pouvoir d'achat et la spirale de la baisse de la demande. Tout ça accompagné des premières dérèglementations avec le développement de toute une idéologie du «mérite». A partir de là, un nouveau système économique et idéologique a commencé à se mettre en place. Ce qu'on a appelé le toyotisme ou la «lean» (maigre) production. Il s'agissait d'arriver à gagner toujours plus sans produire plus. C'est un système productif mais aussi toute une idéologie et un monde.

Dès lors, un monde à deux vitesses a commencé à se mettre en place, avec d'un côté les licenciements, la dérèglementation du secteur du travail, les travailleurs pauvres, et de l'autre les nouveaux riches, acheteurs de 4X4 et autres grosses voitures et avec eux ce qu'on a appelé la «nouvelle économie» et les premiers pas vers la financiarisation. Les secteurs financiers des producteurs automobiles sont devenus les plus rentables

des firmes. Après l'éclatement des premières bulles spéculatives, on a assisté à l'explosion du crédit pour maintenir les ventes, bref le cadre actuel de la crise du crédit et des subprimes. La crise américaine de l'auto est arrivée ici accompagnée de 20 ans de transformations économiques, politiques et idéologiques qu'elle avait générées.

Avant de venir à la manière dont c'est ressenti à l'usine, pourquoi cette crise de surproduction dans l'automobile a pu avoir cet effet considérable sur le monde entier ?

Bertrand : Les voitures ont envahi notre vie, mais le plus souvent, on ne voit leur effet que sous l'angle du cadre de vie ou environnemental, la facilité à se déplacer, la modification du paysage urbain ou les embouteillages, la pollution, la destruction des ressources fossiles, etc. On n'aborde pas la question sous l'angle de la production. Or la production automobile a tout autant modifié notre vie que le moyen de locomotion lui-même.

Elle est d'abord la première des productions. On recense officiellement aujourd'hui près

de 10 millions d'ouvriers de l'automobile dans le monde sans compter les emplois générés en amont ou en aval qui avoisinent un total approximatif de 60 millions d'emplois avec une extension très rapide aujourd'hui, notamment en Chine. L'ensemble de la filière compte autant de salariés que la population de la Grande-Bretagne. Pour la première décennie du 21^e siècle, on a produit plus de 600 millions d'automobiles neuves ! Si l'industrie automobile était un pays, ce serait l'une des plus grandes puissances mondiales. Une crise dans ce secteur c'est donc un peu comme une crise majeure des USA.

«CE N'EST PAS SEULEMENT UNE USINE QU'ON FERME, C'EST UNE PÉRIODE»

Mais surtout, il faut bien se rendre compte que ce véhicule contemporain produit en masse n'est pas un objet simple. La production automobile est le résultat sophistiqué de ce que l'ensemble des branches industrielles les plus importantes et les plus



avancées du point de vue technologique ont pu mettre au point par une coordination incroyablement complexe de l'extraction minière, le pétrole, la mécanique, l'électronique, l'informatique etc., sans parler du fait qu'elle est le premier investisseur dans la recherche... En structurant le noyau central de l'industrie et de la recherche, la production automobile de masse a structuré toute la société. Et la consommation de masse de cet objet est la toile de fond culturelle et politique de notre monde. Toute la mise en place des conventions collectives et du droit du travail moderne, et les institutions comme la mentalité qui va avec, s'est faite avec et autour des grandes firmes automobiles et des luttes de ses ouvriers. Les accords Renault de 1955 se sont étendus à toute la France et lui ont donné son paysage politique et social jusque dans les années 1980, ceux de Fiat à l'Italie, ceux de Ford, GM, Chrysler aux USA... La «culture» qui en est issue s'est étendue à toute la société.

Yvan: Avec la crise actuelle, bien au-delà d'une affaire de licenciements et de modifications des conditions de travail, on a un processus de détricotage de tout ce système. C'est une transformation en profondeur de nos sociétés. C'est, d'une certaine manière, l'opposition à cette évolution qui sourd spontanément au travers des « indignés », « occupy » et des printemps arabes ou « érables ». Les jeunes sont une plaque sensible, ils sentent les choses avant les autres. Demain, mais c'est en train de commencer, ce sera le prolétariat et la jeunesse prolétarienne.

Bertrand: A l'échelle de la planète, la crise automobile a entraîné aussi ce qu'on a appelé la «mondialisation» et la recherche de nouveaux marchés comme de nouvelles catégories de salariés à exploiter. Là où le marché stagnait en occident, il démarrait aux quatre coins du monde. La civilisation automobile et sa nouvelle géographie mondiale ont fait pousser de vastes et nouvelles concentrations industrielles gigantesques tout autant qu'une urbanisation débridée –et donc la destruction des sociétés traditionnelles– dans ce qu'on nommait jusque là le tiers-monde, aussi rapidement que des champignons après la pluie. On en a vu un des effets dans le monde arabe. Mais on n'a encore rien vu. Avec ces banlieues industrielles lointaines et inédites est apparu un nouveau prolétariat, nombreux, jeune, concentré et extrêmement combatif qui a donné à la planète depuis la fin des années

1960 une ceinture d'explosions sociales de vaste ampleur et des changements politiques majeurs comme par exemple en Argentine, au Brésil ou en Corée du Sud. Et ça semble commencer en Inde ou en Chine.

D'une part l'origine automobile de la crise financière donne la forme de son évolution actuelle. Et d'autre part, c'est ce qui fait qu'elle est particulièrement ressentie de l'intérieur par les travailleurs. Vous pouvez en dire plus ?

Yvan: Oui. On parle souvent de la centralité de la classe ouvrière, mais pour comprendre comment la classe ouvrière vit aujourd'hui cette formule dans sa chair, ce qu'il faut bien avoir en tête –je le répète– c'est qu'on avait une production et une consommation, en masse, d'un objet industriel très complexe. A partir du moment où l'ingénieur mais aussi le technicien ou l'ouvrier qualifié et parfois le manoeuvre qui ont fabriqué l'automobile sont aussi des acheteurs de ce qu'ils ont produit, en tout cas dans les pays riches, cela a changé bien des choses. Les salariés étant des consommateurs, il faut que leurs achats à crédit –deux à cinq ans pour une voiture le plus souvent– puissent être protégés des aléas de la vie, maladie, chômage, vieillesse... ce qui entraîne une certaine sécurisation de la vie des hommes par la création des assurances sociales et une homogénéisation des sociétés et des territoires pour garantir ce marché partout. Pour cette homogénéisation, il faut donc toute une série d'organismes facilitant et perpétuant cette relative démocratisation économique et sociale, institutionnalisant les rapports de force sociaux et révisant les valeurs sociales, culturelles et politiques. Dans les pays riches, la démocratie n'était pas tant ressentie par les travailleurs au travers de ses institutions politiques que par ces institutions sociales, sécurité sociale, protection chômage, maladie, vieillesse, CDI, mensualisation du salaire, etc. La voiture en était un symbole et l'industrie automobile le moteur de cette société. Il faut se rappeler de l'impact de la première 4 CV. On ne fabriquait pas que des voitures mais une société. Aujourd'hui, on ne ferme pas qu'une usine automobile, on clôt une période.

PSA se diversifie comme il ne l'a jamais fait. Ça a toujours été le cas des firmes automobiles quand ça ne va pas très bien. Mais là, c'est à un niveau jamais atteint. Des autoroutes aux cliniques en passant par la banque, les supermarchés, l'assurance, l'aviation ou les instituts de sondage, la toile PSA s'étend à quasi tous les secteurs

économiques. Il faut bien se rendre compte de ce que ça signifie quand ça dure. Avec ce délitement du «cœur de métier», comme ils disent, c'est aussi le délitement du système producteur-consommateur. D'abord dans l'usine où l'exploitation est sauvage. Ensuite à l'extérieur où les firmes autos ont moins besoin de la protection sociale pour garantir leurs ventes. D'autant plus qu'elles déplacent leur production vers le haut de gamme, où elles vendent moins mais font plus de profit sur chaque vente. On fabrique des véhicules haut de gamme et on va bientôt aller au boulot en vélo. Je raccourcis, mais en cherchant à vendre aux riches, elles n'ont plus besoin de la démocratie politique et syndicale ni de la relative homogénéité des territoires.

LA FIN DU «PRODUCTEUR-CONSOMMATEUR»

Bertrand: C'est ce sentiment d'une société du producteur-consommateur qui est en train de se défaire et qu'on vit de l'intérieur. Dans le temps, travailler chez Peugeot, c'était une chance. Aujourd'hui, c'est parce qu'on ne peut pas faire autrement. Cette évolution a commencé autour du constat qu'on ne peut plus faire carrière dans l'automobile. Alors que c'était la règle hier. Mais ça paraît tellement loin, presque un autre monde. Ce qui fait que ce qui renaît lentement, mais profondément, aujourd'hui de ce délitement de cette société du producteur-consommateur, c'est la conscience de classe du prolétariat. Les frontières entre riches et pauvres sont redevenues totalement hermétiques. Il n'y a plus de passages possibles. Ça se ressent jusque dans la crise de l'école qui hier était le lieu privilégié facilitant le passage. C'est tout cela qui est ressenti globalement par tous dans l'affaire de la fermeture d'Aulnay. Il faut bien voir qu'auparavant, avant que les suicides dans l'automobile ne deviennent un problème de société, on ne pouvait pas dire à l'extérieur ce qu'on vivait à l'intérieur. Il n'y avait aucun relais. C'était caché. On avait deux vies, dans l'usine, humilié, moins que rien et dehors, chef de famille responsable. Maintenant, c'est toute la société qui se prolétarise, qui devient une vaste usine. Ce qui devrait amener demain un certain nombre d'ouvriers et de militants ouvriers sur le devant de la scène.

Vous voulez dire que si l'État, le système social et l'industrie automobile ont une histoire commune, on ne peut pas combattre l'un sans combattre l'autre ?

Bertrand: Oui, bien sûr. Mais pour ça, on ne mesure pas encore nécessairement toutes

les conséquences de la fusion politique/économie et donc par exemple du comblement du fossé politique/syndical si on n'intègre pas vraiment cette évolution parallèle.

Il a été peu souligné qu'on a vu des gouvernements «automobiles» ces derniers temps, pour tenter d'adapter les sociétés – autrement dit, pour eux, le marché – au niveau de leur problème, faire une lean (maigre) société, comme ils avaient fait la lean production. Il n'y a pas que les banques avec les Papademos, Monti, etc., dans les gouvernements. La crise financière a dissimulé son origine dans la production. Schröder par exemple en Allemagne, très lié au groupe Volkswagen, et son ministre Hartz, auteur des fameuses lois pour des salaires à 1 ou 4 euros de l'heure qui était DRH de VW. Mais il y a eu aussi récemment le gouvernement auto en Corée du Sud avec le dirigeant de Hyundai comme président de la République. Obama qui a racheté – donc fait payer à la population – toutes les dettes de GM et Chrysler, pendant que ces derniers baissaient quasiment les salaires par deux.

Marchionne en Italie qui sort Fiat du code du travail italien et produit le sien propre, ou même ici PSA qui impose ses décisions au gouvernement PS, ce qui fait qu'on a plus un gouvernement PSA que PS.

Gagner plus sans produire plus dans l'usine, la «lean» production, exploiter plus les travailleurs, faire des économies sur leur dos, leur santé, l'infirmerie, la cantine, etc., signifie faire des économies sur l'État social, la sécu, les médicaments, les retraites, les services publics. Bref, avoir un État «lean», «maigre».

Yvan: Ce n'est pas nouveau, c'est vrai, les grands patrons ont toujours dirigé. Mais dans les coulisses. Aujourd'hui ils se cachent moins derrière des prête-noms. Le délitement de l'État social accompagne le fait que l'argent organisé ressemble de plus en plus au crime organisé. La moitié du PIB mondial par exemple, paraît-il, se cache dans les paradis fiscaux. Ce n'est plus un ou deux riches qui cachent leur argent en Suisse. C'est la bourgeoisie toute entière qui reprend sa place d'origine de mafia. Ainsi

Peugeot est devenu une des premières fortunes de Suisse! Arnault voulait être la première de Belgique. Ils font le «lean» État en ne payant plus leurs impôts.

Fermer Aulnay, dérembourser les médicaments, privatiser la Poste et licencier des enseignants partent du même principe. Tout comme le fait que les méthodes de travail de l'automobile et ses suicides se sont étendus à France Télécom, ou que le flux tendu, c'est-à-dire les stocks sur des camions liés à la «lean» production, s'est étendu au trafic automobile entier, aggravant la pollution. Toute la société subit la production auto et ses méthodes.

Vous dites que ces transformations profondes de la société sont ressenties avant par les travailleurs à l'usine. Quelles sont les effets des dernières évolutions sur la conscience des ouvriers aujourd'hui ?

Bertrand: Les gens ne sont pas des idiots. Ils voient tout ça. A l'usine, encore plus, ça fait déjà longtemps qu'on le vit. Mais ils n'ont pas les mots pour le dire, car ceux qui ont accès à la parole, journalistes, intellectuels, militants politiques, eux ne le voient pas, ne le disent pas. La conscience, la politique ont du retard sur les transformations économiques. Comme toujours. Ce qui fait que si dans un premier temps, du fait des inerties passées, les luttes tendent à prendre le vieux chemin syndical, les ouvriers sentent que ça ne suffit pas. Sur la question d'Aulnay, tout le monde comprend de manière très claire, à tous niveaux, ouvriers ou militants, qu'il faut le «tous ensemble». En même temps, l'ampleur de la tâche rend les choses difficiles et ça bloque encore. Les appareils arrivent encore à en empêcher l'expression. Mais ça ne saurait tarder à se débloquer. Tout d'un coup. Parce que ce sentiment monte de partout et qu'il est en train de trouver ses militants, un espèce de réseau informel pour le moment de ceux qui ressentent les choses de la même manière.

«L'ESPRIT PEUGEOT EST FINI»

Yvan: La remise en cause de tous les droits, ça fait longtemps qu'on le vit à l'usine. C'est devenu une zone de non droits. Il y avait un décalage hier entre ce qui se passait dans l'usine et en dehors. Aujourd'hui, ça se rapproche par le bas. La société devient une vaste usine. La dégradation de la sécu, on connaissait déjà. On n'a pas le droit d'y être malade. C'est le harcèlement permanent. Pas le droit à un semblant de santé, des

Photothèque Rouge/MILO





infirmes fermées, des cadences folles, des pauses rognées, pas même de repas chauds. Pas le droit à la retraite, à vieillir tranquillement puisque les postes aménagés pour les anciens et handicapés ont été supprimés et puisqu'on voit de plus en plus de camarades mourir à l'usine. On meurt huit ans plus tôt que les cadres et ça ne va pas s'arranger. Pas le droit de s'exprimer, ce n'est pas nouveau mais maintenant de rire, de chanter, d'écouter la radio... Et pour les intérimaires, aucun droit, même pas une certaine sécurité de l'emploi. Et je ne parle pas des accidents du travail et de l'infantilisation.

Mais ce qui se passait à l'intérieur, on commence à en voir les effets à l'extérieur. La dictature de l'argent visible dans les usines s'étend à toute la société en même temps que la société toute entière se prolétarise, y compris les classes moyennes – celles qui parlent –, et que leurs enfants auront une vie encore moins facile que la nôtre.

Bertrand: L'esprit Peugeot est fini. Notamment avec les intérimaires. Je vais vous raconter l'ambiance. Dans un secteur à l'usine, par exemple, il est arrivé récemment qu'il ne se passe pas un jour ou une semaine sans qu'ils imaginent des plans d'actions pour ralentir la chaîne! Par exemple un jour, ils ont simulé des diarrhées collectives pour arrêter la chaîne. Un autre jour, ils ont pris de grands morceaux de cartons et ont écrit dessus en tout grand au marqueur: «L'avenir appartient à ceux qui se lèvent tôt pour travailler dur!» ou encore «La jeunesse ne dort pas, elle se prépare pour le grand jour!!!», et ils les ont accrochés à leurs postes de travail. Ça leur a coûté une heure de paye en moins pour tous, mais ça leur a fait du bien!

Un autre jour encore, ils ont arrêté de travailler pour regarder le match PSG-OM. OM pour eux, c'était devenu Ouvriers de Mulhouse. Ils n'ont pas arrêté de crier le début du slogan des Marseillais, «Aux armes...». Ça rend fou les chefs. Mais eux, ils leur disent en se payant leur tête que ce n'est que du foot. Ils ont voulu leur enlever 90 minutes de salaire! Mais ils s'en foutaient. Parfois après les pauses, ils font exprès de redémarrer avec une minute ou deux de retard. La direction veut qu'ils baissent la tête, qu'ils soient soumis. Eux ils ne veulent pas et veulent leur montrer. Quand vous lisez dans le journal le licenciement de 600 intérimaires, il faut vous dire que pour chaque départ d'un de leurs copains, ils font la fête, boisson, bouffe...

Ce n'est pas partout bien sûr, mais le cœur y est. Il y a même eu un jour, pour un départ, où certains ont mis en panne les machines. Et il y a toutes sortes de vengeances personnelles. C'est peut-être pas la grève, mais c'est la rage. C'était impensable hier. Ils sont très loin des organisations syndicales, mais pas si loin que ça des révolutions arabes.

«C'EST PEUT-ÊTRE PAS LA GRÈVE, MAIS C'EST LA RAGE»

Ce sont les prémisses d'une nouvelle conscience de classe. Car ce nouvel esprit Peugeot s'étend peu à peu à toute la société. Nous devenons tous de plus en plus des intérimaires, des précaires. On est aujourd'hui 9000 à l'usine. En fait, on est beaucoup plus, car avec les externalisations, la sous-traitance, on compte presque 30000 salariés qui travaillent pour l'automobile dans la région mulhousienne. Et si on rajoute l'usine PSA de Sochaux, à 50 km, ça doit s'approcher des 80000. Avec les intérimaires qui rentrent et sortent en permanence, ça doit faire des centaines de milliers de personnes dans la région qui connaissent le système d'exploitation Peugeot. C'est pour ça que dès que ça bouge dans ces usines, ça a tout de suite des répercussions larges. D'autant que bien des ouvriers de PSA ont quelqu'un de leur famille qui travaille dans une autre usine qui licencie aussi, ou au Portugal, en Espagne, en Tunisie, quelqu'un qui participe aux luttes là-bas.

Bien sûr, il faudra de grands événements pour que les gens prennent brutalement conscience des transformations qui se sont

faites graduellement, et il faudra de nouveaux militants qui chercheront à se faire l'expression de cette conscience de classe qui cherche à naître, à se rendre compte d'elle-même, en s'adressant directement aux travailleurs. Mais soyons-en sûrs, ça ne manquera pas. □

Photothèque Rouge/MILO



Un lobby voué à la collaboration de classes

CONFÉDÉRATION
EUROPÉENNE
DES SYNDICATS

PAR PASCAL MORSU

On sait que la journée du 9 octobre « en défense de l'industrie » a eu pour origine une initiative des fédérations industrielles de la CES. Alors que le discours sur « l'Europe sociale » dans le cadre de l'Union européenne apparaît de plus en plus comme une pure chimère, il n'est pas inutile de se pencher sur la nature et la place de cette organisation.

AUX ORIGINES

Comprendre la place de la CES nécessite de revenir aux fractures de la guerre froide. En 1945, la Fédération syndicale mondiale (FSM) est constituée. La CGT française est alors une de ses principales organisations membres. Cette internationale syndicale, basée à Prague, endosse l'ensemble des positions prises par Moscou – par exemple sur la question yougoslave. Bref, la FSM est rapidement devenue l'une des branches de l'appareil stalinien international.

Face à elle, l'impérialisme US suscite dès 1947 la constitution de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) qui regroupe rapidement la majorité des syndicats de traditions social-démocrate (en France: FO) et libérale (par exemple le syndicat américain AFL). Cette CISL adopte rapidement une orientation de type pro-capitaliste pimentée par un anticommunisme virulent.

Enfin, demeurait la Confédération internationale des syndicats chrétiens, fondée en 1920, et dont l'intitulé résume l'orientation. Il faut savoir que si en France, le « syndicalisme » d'obédience cléricale est longtemps resté faible, il existe des pays où sa puissance est significative (Belgique, Italie...).

DU TRAITÉ DE ROME AUX ANNÉES 1970

En 1957, est signé le Traité de Rome qui ouvre le processus menant à l'actuelle Union européenne.

Ce traité ne fait aucune référence au moindre droit social. Seul un Conseil économique et social aux recommandations facultatives fut mis en place. On ne trouve trace à cette époque d'aucune initiative communautaire en matière de salaires, de conditions de travail, de droit de grève, etc. Ce n'est donc pas sans raison que la CEE, l'UE sont souvent caractérisées comme « des constructions libérales ». En fait l'idée sous-jacente à ce traité, c'est de donner la primauté « à l'économie », aux exigences capitalistes – étant entendu que de ce processus miraculeux découlerait un nouveau « modèle social ».

En tout cas, cette année-là, la CISL met en place un Secrétariat syndical européen (SSE) regroupant ses organisations de l'Europe des Six. Parallèlement, côté « chrétien », est constituée une organisation équivalente.

Le SSE va se borner à faire ce pour quoi il a été créé, à savoir « représenter » ses adhérents au sein des diverses instances qui se mettent en place progressivement. Il est évidemment hors de question de remettre en cause les institutions de la CEE, le traité de Rome (on a pourtant vu qu'il y avait matière !). On n'a pas non plus souvenir de la moindre activité de soutien aux travailleurs de l'Est européen en lutte contre le stalinisme.

En fait les organisations syndicales « européennes » n'ont été constituées que pour combler le vide qui aurait existé sans cela au niveau « communautaire ». L'essentiel de leur activité consiste à participer aux divers groupes de travail qui se multiplient à Bruxelles, même si le poids du monde syndical demeure marginal. Ce qu'écrivait Anne-Catherine Wagner, auteure d'un ouvrage sur la question, est indiscutable: « Le syndicalisme européen est indéniablement pour l'instant un syndicalisme de représentation, d'expertise et de négociation en haut niveau plutôt qu'un syndicalisme de mobilisation. C'est surtout dans les institutions européennes qu'il est présent et actif, même s'il commence à exister dans la rue ou dans les entreprises. »¹

En clair, la CES est ce qu'on appelle un lobby. Il semble d'ailleurs que le maître mot lors de

ces réunions soit la recherche de « consensus communautaire », ce qui est l'objectif central de ce type d'organisations.

UN GROUPEMENT DÉLIMITÉ

La CES est constituée en 1973, à partir du SSE et des « syndicats » chrétiens. Les statuts de la nouvelle organisation stipulent que « la Confédération Européenne des Syndicats a plus particulièrement pour mandat d'agir (...) dans le cadre du processus d'intégration européenne. » Il était donc attendu des organisations membres un soutien absolu au processus de « construction européenne » et aux partis – quelle que soit leur nature – qui s'inscrivaient dans ce projet, à une époque où de nombreuses organisations rejetaient encore la CEE (le TUC britannique, la CGT française, etc.).

En fait, la CES fut l'un des véhicules permettant le rapprochement des organisations syndicales authentiques de type réformiste – notamment celles liées à la social-démocratie – avec celles de type « chrétien social » sous l'égide de la « construction européenne ». L'organisation s'inscrivait pleinement dans le camp dit « atlantiste »², dans le cadre des accords de Yalta dont le symbole était la partition de l'Allemagne. En clair, il s'agissait de faire évoluer à droite le centre de gravité du mouvement ouvrier européen. On ne sera donc pas surpris des constatations que fait à ce propos Jean-Marie Pernot: « la CES dépassait les frontières idéologiques du syndicalisme international en regroupant dans la même organisation syndicats laïques, socialistes ou sociaux-démocrates, et syndicats chrétiens européens. (...) Le centre de gravité idéologique de cet ensemble s'accordait assez bien avec le keynésianisme ordinaire des élites technocratiques et politiques de l'Europe jusqu'aux années 1980. »³

Exemple significatif: en Italie, sous couvert d'« eurocommunisme », le PCI (Parti communiste) se lança durant la décennie 70 dans une collaboration étroite avec le régime

1. Vers l'Europe syndicale. Éditions du Croquant, 2005.

2. Ce terme fait référence au traité de l'Atlantique-Nord, à l'origine de l'OTAN. On sait que cette organisation fut le bras armé de l'impérialisme contre l'URSS durant cette période.

3. La CES, un acteur social de basse intensité. Revue Savoir/Agir n° 8, 2009.

démo-chrétien. Sur le plan syndical, cela aboutit à ce que le syndicat contrôlé par le PCI, la CGIL, accepte la reconnaissance de la CEE. Résultat : «*En juillet 1974, la demande d'affiliation de la CGIL pourtant d'obédience communiste, à la CES sera acceptée contrairement à celle de la CGT. La première plaidait en effet à ce moment-là en faveur d'une rénovation démocratique du syndicalisme. De plus ses attaches au PCI s'inscrivaient dans le contexte du «compromis historique» qui liait le parti à la démocratie chrétienne italienne. La CES estimait en revanche que les positions de la CGT étaient de facto opposées au rapprochement entre les États européens et à la construction européenne.*»⁴

Tout ceci n'a pas empêché le renforcement progressif de l'organisation. Elle compte aujourd'hui 85 organisations membres, la quasi-totalité des syndicats existant dans les pays membres de l'UE.

LES ANNÉES DELORS (1985-1994) – MAASTRICHT

En ce qui concerne le sujet de cet article, on peut passer rapidement sur les années 1970. Il faut par contre insister sur les processus initiés par Jacques Delors à partir de son arrivée à Bruxelles. Celui-ci restera dans l'Histoire comme l'homme politique qui «relança» la «construction européenne» dans les années 1980.

Mais on sait moins que Delors fut conseiller de la CFDT avant de devenir celui du premier ministre gaulliste Chaban-Delmas (1969-72) et, à ce titre, l'inventeur des fameux «contrats de progrès» qui visaient (déjà !) à associer les syndicats à la gestion des entreprises, à avancer dans la voie de l'intégration. C'est un pionnier de l'association Capital-Travail qui présida la commission européenne à partir de 1985.

Très rapidement, donc, Delors va réactiver le «dialogue social européen» en lançant les entretiens dits de Val-Duchesse (1985). On peut considérer que l'aboutissement de ces travaux est le (peu connu) protocole social annexé au traité de Maastricht. Ce protocole stipule notamment qu'un accord signé par

l'UNICE⁵ et la CES (seul représentant habilité des salariés) prend force de directive européenne.

Le tournant est décisif. Désormais, la CES n'est plus seulement un groupe d'influence propulsé par des syndicats nationaux très divers. Le secrétaire général adjoint d'alors de la confédération ne s'en cachait pas, expliquant que le traité avait permis à la CES de passer «*du stade de lobby à celui d'acteur*»... Grâce à ce texte, les prétendus «partenaires sociaux» peuvent eux-mêmes écrire les directives européennes.

Dans ce contexte, la CES se transforme peu à peu en complément de la «DG V»⁶, se glorifiant d'avancées purement formelles alors que ces années ont été celles du «détricotage» progressif des acquis des travailleurs d'Europe, la «construction européenne» s'inscrivant intégralement dans le cadre de la «mondialisation libérale» entamée en 1979. Par contre, encore une fois, le bilan de l'«Europe sociale» est des plus maigres – il suffit de constater l'absence du moindre droit de grève européen.

DEPUIS MAASTRICHT

Il serait trop long de revenir sur l'ensemble des épisodes qui ont rythmé l'Union Européenne durant ces années. Il est cependant certain que du point de vue du Capital, le bilan de Delors est loin d'être nul – d'où son aura actuelle.

A partir de l'Acte Unique (1986) s'ouvre une période où la CEE puis l'UE vont avoir un rôle décisif dans l'offensive menée contre les classes ouvrières des pays membres. Au nom de la liberté de circulation des capitaux et des marchandises (voire des travailleurs), les conditions d'un gigantesque dumping social se sont mises en place. Tout ceci a été complété par une politique de dérèglementation, de rigueur budgétaire à partir du traité de Maastricht (1992), qui a abouti à l'austérité salariale généralisée.

Enfin, comment oublier les diverses directives européennes contre les services publics (postes, transports...) et les fonctionnaires ? Mais comme l'écrit l'ancien président de la CES lui-même, ce bilan est aussi celui de la confédération : «*La chute du mur de Berlin en 1989 a ouvert la porte toute grande à la mondialisation et à la pensée unique qui va de plus en plus aiguïser l'attitude du patronat de moins en moins enclin à faire des concessions. L'UNICE a pesé de tout son poids, imposant les vues d'un patronat pur et dur. La CES de par un rapport de forces de moins en moins équilibré a souscrit des accords, des compromis contestés qui permettent de ramasser quelques petites*



satisfactions pour le congé parental, le temps partiel, le contrat à durée déterminée – mais qui s'inscrivent dans un système libéral dominé par le capital, guidé exclusivement par le profit et invoquant constamment la compétitivité.»⁷

Ajoutons simplement que les dirigeants de la CES furent évidemment étroitement associés à l'élaboration du Traité constitutionnel européen (TCE) par le biais du Conseil économique et social. Logiquement, Giscard d'Estaing, qui dirigeait l'élaboration du TCE, fut invité à faire le service après-vente de ses travaux lors du congrès d'Athènes (2003) de la CES. Et comme on s'en doute, tout se passa fort civilement.

Enfin, la CES a vu son rôle renforcé depuis 2000. En effet, le Comité permanent de l'emploi a été remplacé par un «Sommet social tripartite» UE-patronat-CES, véritable sommet de la pyramide qui ordonne la politique «sociale» de l'Union. L'objectif avoué est «*d'assurer*

4. Nicole Tu, Les conceptions européennes des syndicats CFDT et CGT à travers leurs stages de formation Europe. Mémoire IEP Strasbourg, 2007. 5. L'UNICE (désormais Business Europe) est l'organisation patronale «européenne». 6. Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion de la Commission européenne. 7. Georges Debunne : A quand l'Europe sociale ? Éditions Syllepse, 2003. 8. Corine Gobin, « Les faussaires de l'Europe sociale ». Le Monde Diplomatique, octobre 2005



CES (Confédération européenne des syndicats) journée d'action européenne CGT, FSU, Solidaires et UNSA. Paris 29 Février 2012. Photothèque Rouge/MILO

une participation efficace des partenaires sociaux à la mise en œuvre des politiques économiques et sociales de l'Union»⁸

Il s'agit bien d'associer les organisations syndicales, par le biais de la CES, à la mise en œuvre de la politique de dérégulation orchestrée par Barroso & Co.

EN FRANCE...

Dans le cas français, le correspondant privilégié de la CES fut historiquement FO, sans que cela n'interpelle plus que cela les courants «trotskystes» qui y interviennent. Il est vrai que depuis l'époque Blondel, les signes de désaccord avec la CES se multiplient. Ainsi, lors du congrès de Séville (2007), FO déposa une rafale d'amendements au projet de programme (rejetés aux trois quarts). Coté CGT, le processus de ralliement à la CES a débuté en 1995, avec la désaffiliation de la FSM. C'est finalement en 1999 que la confédération rejoignit la CES, peu après l'arrivée

de Bernard Thibault au secrétariat général. Cette adhésion se fit malgré de fortes oppositions internes, tant il était évident qu'elle était inséparable de l'accroissement du cours «réformiste» de la centrale – à commencer par l'acceptation du cadre de l'Union Européenne. Encore aujourd'hui, l'appartenance de la CGT à la CES pose problème en son sein. Il n'en demeure pas moins que la direction confédérale CGT a désormais pris toute sa place dans la CES. Un représentant cégétiste, Joël Decaillon, fut longtemps secrétaire général adjoint de la CES. A ce titre il fut étroitement associé à l'élaboration du Traité constitutionnel (2003) et un de ses ardents défenseurs dans l'appareil (on se souvient que cette position fut finalement désavouée par la Confédération, après un vif débat interne). Quant à la FSU, elle a officialisé aussi sa demande d'adhésion (2011). En résumé, on voit qu'en France aussi, dans le mouvement syndical, la question de la CES

prend la forme d'un important marqueur politique sanctionnant et amplifiant en même temps les évolutions en cours.

«UNE ORGANISATION DÉPENDANTE»

Au final, le tableau est celui d'une organisation centrée sur des «experts» voués au «consensus» et très largement étrangère aux militants, aux syndicalistes de terrain. Anne-Catherine Wagner ne dit pas autre chose: *«Contrairement à d'autres associations internationales (...) la CES n'est pas le fruit de relations de travail ou de pratiques d'entraides préalables entre les ouvriers des différents pays. Elle n'est pas non plus issue, comme le sont le sont souvent les confédérations nationales, du regroupement de fédérations professionnelles ou de structures locales. Construit d'emblée "par le haut", à la suite d'accords entre dirigeants syndicaux,*



le syndicalisme européen résulte directement de la construction européenne.»⁹

Ce qui rythme la vie de la CES, ce sont les exigences du dialogue social. Le bréviaire officiel de l'organisation explique d'ailleurs que «*l'évolution de la CES ne relève pas de la lutte de classes mais de l'institutionnalisation de la politique européenne.*»¹⁰ Comme on s'en doute, tout ceci aboutit à une structure très différente d'un syndicat. Au fil des ans, la CES a aussi développé une importante activité de «formation» à destination des cadres des organisations adhérentes, évidemment fort peu critique vis-à-vis de la «construction européenne». En fait, ce dispositif sert principalement à l'UE de courroie de transmission en direction des organisations syndicales européennes, même si certains travaux utiles sont produits à l'occasion (santé, conditions de travail). Accessoirement, comme on s'en doute, c'est visiblement une source de revenus importante permettant à la CES d'opérer.

Une visite du site internet de la confédération est tout aussi significative : il y est question de «dialogue social européen», du programme «mieux légiférer», etc. Par contre la lutte contre le pacte budgétaire européen (TSCG) – décisive à l'heure où nous écrivons – en est totalement absente. A chacun ses priorités... On ne peut donc que suivre Jean-Marie Pernot¹¹ (comme bien d'autres) lorsqu'il caractérise la CES comme une organisation de nature différente de celle des organisations syndicales nationales. Une organisation syndicale vise en effet à réunir les travailleurs d'un secteur face à la classe capitaliste et son État, sur la base de leurs revendications. C'est en ce sens qu'on en parle comme de l'organe de base du front unique. On en est loin dans le cas de la CES, organisation construite par les «lieutenants ouvriers de la bourgeoisie» qu'étaient les dirigeants de la CISL pour satisfaire les besoins de cette classe dominante.

En fait, étudier la réalité de la CES nous permet de penser l'aboutissement du processus, actuellement en cours partout, d'intégration du mouvement ouvrier à l'État. Cet aboutissement, c'est la construction de structures vouées au «dialogue social» et colonisées par des «experts» en tout genre.

FACE À LA CRISE

Il serait cependant réducteur de se limiter à une analyse unilatérale de la CES. Que cette organisation soit vouée au dialogue social ne signifie pas qu'elle s'interdit de prendre



CES (Confédération européenne des syndicats) journée d'action européenne CGT, FSU, Solidaires et UNSA. Paris 29 Février 2012. Photothèque Rouge/MILO

des initiatives de forme syndicale lorsque le besoin s'en fait sentir.

Le développement de la crise capitaliste et ses résultats effrayants en Europe, notamment, ont obligé la CES à modifier son positionnement dans une certaine mesure. Il n'était pas possible de se cantonner à un rôle institutionnel ou technocratique alors que le chômage, le démantèlement des acquis prennent l'ampleur que l'on sait dans les pays de l'UE. Ainsi la CES a-t-elle organisé diverses euro-manifs à Bruxelles, dont le succès fut variable. C'est également dans ce cadre qu'on peut comprendre l'initiative du 9 octobre concernant l'industrie.

Dans ce contexte aussi, il est un fait que la CES a dû infléchir son discours dans un sens assez proche, voire plus à gauche, de ce que peuvent défendre les partis sociaux-démocrates européens (surtout quand ils sont au pouvoir). On y trouve ainsi des références au soutien aux services publics, l'exigence d'un «New Deal», d'une politique pour contenir le chômage des jeunes, etc. Fait sans précédent, l'organisation a pris position récemment contre un traité européen en se prononçant contre le pacte budgétaire. Après le sommet des 28 et 29 juin 2012, Bernadette Ségol, sa secrétaire générale, a en effet déclaré : «*Le Conseil européen a pris quelques mesures qui permettent de gagner un peu de temps mais de sérieux problèmes perdurent. Les banques seront peut-être sauvées, mais nous ne voyons rien qui puisse sauver les salaires, la protection sociale et les services publics.*

Le pacte pour la croissance ne prévoit rien de vraiment nouveau.»

On est loin des cris de victoire poussés par François Hollande à l'issue de ce sommet ! Incontestablement et quoiqu'on pense de la CES, ces déclarations ne sont pas sans impact.

RÉSISTER

En son temps, Marx expliquait déjà que «*la lutte de classes est internationale dans son contenu mais nationale dans sa forme.*» Encore aujourd'hui, l'essentiel des questions auquel se confronte le mouvement ouvrier provient de l'affrontement avec sa propre bourgeoisie, son propre État ; l'essentiel ne se joue donc pas à Bruxelles, mais dans chaque pays. L'ennemi principal des travailleurs d'Espagne, c'est évidemment Rajoy et son gouvernement, les capitalistes espagnols.

Il n'en demeure pas moins qu'une coordination des luttes à l'échelle de l'UE est indispensable. Car s'il est une chose que la crise européenne démontre, c'est que le rôle de l'Union européenne est indiscutable dans l'offensive qui se déploie en Europe.

Le cadre permettant aux travailleurs, aux peuples de se défendre des plans de l'UE reste à créer. Mais ce cadre ne peut être celui d'une organisation technocratique et vouée au dialogue social comme l'est la CES. Il s'agit de construire un cadre pour l'action, pour la lutte. □

9. Anne-Catherine Wagner, op. cit.

10. Emilio Gabaglio, Qu'est-ce que la CES? L'Archipel, 2003.

11. Jean-Marie Pernot, op. cit.

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS SABADO

SUR DANIEL BENSAÏD, L'INTEMPESTIF

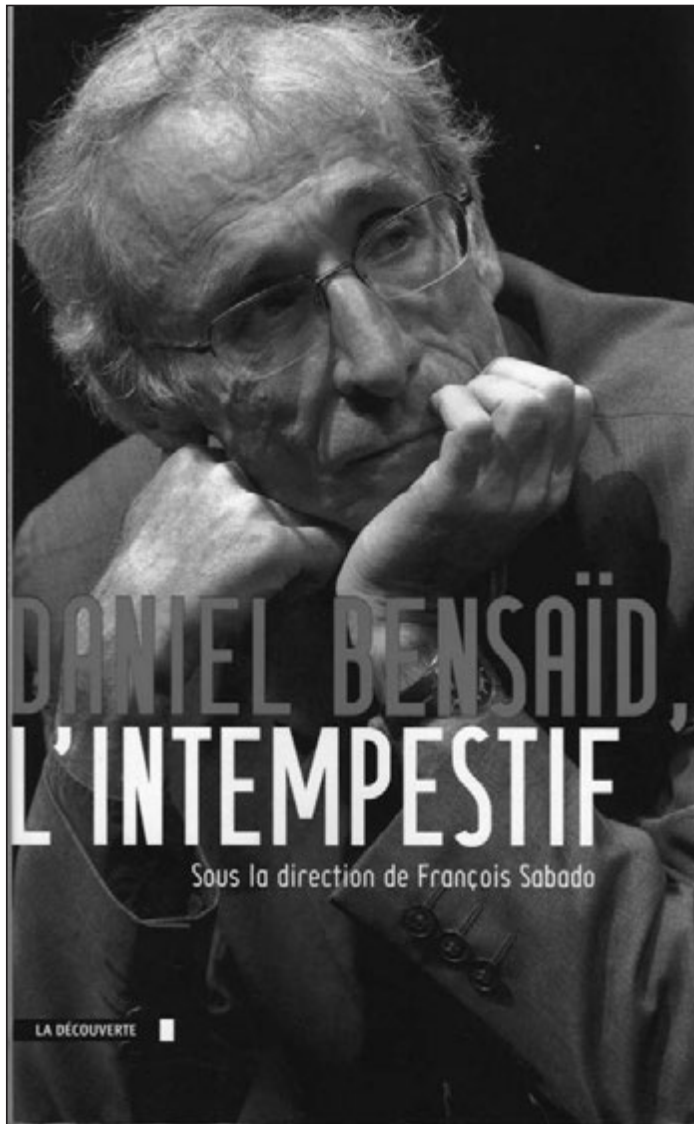
PROPOS RECUEILLIS PAR JIHANE HALSAMBE

A l'occasion de la sortie du livre « Daniel Bensaïd, l'Intempestif » (La Découverte, 189 pages, 17 euros), nous avons rencontré notre camarade François Sabado, sous la direction duquel l'ouvrage a vu le jour.

Pourquoi « l'intempestif » ?

Il s'agit d'un clin d'œil à Marx *l'Intempestif*. Cet ouvrage de Daniel est une lecture critique du Capital, dégagée des interprétations qui ont fait de la théorie marxiste une philosophie achevée de l'histoire, une sociologie ou un essai d'économie scientifique. Pour Daniel, l'histoire n'est pas prédéfinie, les classes sociales ne sont pas des choses mais des rapports. Elles n'existent et ne se manifestent que par le conflit qui les façonne. L'économie est politique, ses temporalités croisent la lutte des classes. Il travaille sur les contradictions de l'œuvre de Marx, ses tensions, ses « possibles ». L'intempestif, enfin, parce qu'il surgit là où on ne l'attend pas, contre l'orthodoxie stalinisée du marxisme mais aussi par ses confrontations avec des penseurs non marxistes ou par des travaux surprenants comme son livre sur Jeanne d'Arc.

Samy Joshua dit qu'il trouve chez Marx ses « points d'ancrage » mais qu'il « braconne » ailleurs, « parfois loin à l'intérieur des terres ». Quel est donc le marxisme de



Bensaïd ? Y a-t-il un apport spécifique de Bensaïd à celui-ci ?

Daniel avait une connaissance impressionnante de Marx mais son marxisme est singulier, il tisse des rapports très particuliers avec les œuvres de Charles Péguy ou Walter Benjamin. Il remet en cause la notion de progrès, d'un temps linéaire, homogène, d'un sens de l'histoire. Il n'y a pas de

lignes droites, les temps sont discordants. Le capitalisme est rythmé par ses crises, mais il n'y a pas d'automatismes. Ce sont les conflits, les luttes de classes qui décident. La confrontation avec des pensées idéalistes ou messianiques lui a permis de trouver de nouvelles ressources, de frotter son marxisme à d'autres cheminements théoriques et historiques.

Y a-t-il un marxisme de Bensaïd ? Pas au sens d'une pensée globale, systématique. Dans nombre de ses bouquins, Daniel indique ce que n'est pas le marxisme : une pensée mécaniste, déterministe, une suite de stades de l'histoire, un fatalisme historique. Mais il ne s'engage pas sur le terrain des définitions positives. Les approches de Lénine, Plekhanov, Bernstein, Kautsky, Rosa Luxembourg ou Trotsky ne mènent pas au même Marx. Mais l'ouverture n'exclut pas le choix. Daniel a choisi son chemin : explorer une certaine « orthodoxie marxiste », celle de la II^e puis de la III^e Internationale stalinisée, celle qui fixe des lois objectives à l'histoire qui, un jour ou l'autre, conduiront au socialisme. Comme Marx, il sait que « l'histoire se fait dans des conditions données » mais pour Daniel, plus que pour d'autres marxistes, « ce sont les hommes qui font l'histoire ». D'où une place centrale pour les bifurcations historiques, les moments de crises, les choix stratégiques, où l'intervention des hommes fait basculer l'histoire dans un sens ou un autre. Il insiste souvent sur la conception d'un « parti stratège ». Le parti ne doit pas seulement être un pédagogue ou un guide, comme l'ont expliqué les théoriciens de la II^e Internationale. C'est une boîte de vitesses guidée par les choix de ses militants. Il donne une place centrale à l'« événement », à l'initiative. Il cherche d'ailleurs en permanence comment une mobilisation ou une campagne politique peuvent modifier les rapports de forces. Ce sont ces intuitions, ce

tempérament qui l'ont conduit par exemple en mai 68 à prendre des initiatives déterminantes pour intervenir dans la crise en lançant le Mouvement du 22 mars (avec Cohn-Bendit) et un appel à construire des «barricades» la nuit du 10 mai 1968 au Quartier latin, à Paris. Cette volonté a pu quelquefois, au début des années 70, céder la place au volontarisme et au «substitutisme» vis-à-vis de la mobilisation de masse, mais ces glissements ont été vite dépassés par sa sensibilité au «mouvement réel».

Bensaïd concevait le parti comme «opérateur stratégique», pourquoi cela a-t-il revêtu une telle importance dans son combat ? La référence à Lénine semble très forte, qu'en est-il ?

«La mort d'un stratège», voilà le titre du quotidien espagnol *Publico* le jour de son décès. La question stratégique a été le point nodal de toute la pensée politique de Daniel. En 1968, avec Henri Weber, il publiait *Mai 68, une répétition générale*. En 1976, il écrivait *La révolution et le pouvoir*. Au milieu des années 1970, sous les effets de la lutte des classes en Europe du sud et de la tragédie chilienne de 1973, il allait revisiter la pensée stratégique. D'innombrables exposés et discussions dans les stages de formation des organisations de la IV^e Internationale ont nourri sa réflexion. Il a alors travaillé sur les expériences révolutionnaires du XX^e siècle, de la révolution russe à la révolution portugaise. Il a contribué à la présentation de diverses hypothèses stratégiques : la grève générale insurrectionnelle, la guerre populaire prolongée, les expériences combinées de résistances, de guérillas et d'insurrections. Dans ses polémiques avec les eurocommunistes des années 1960, il contestait la récupération réformiste de gauche de Gramsci. Pour lui, la conquête de

l'hégémonie dans toute la période préparatoire d'une révolution ne dispensait pas les révolutionnaires d'une réflexion sur les situations pré-révolutionnaires, les points de basculement, les moments de dénouement, lorsque le vieux pouvoir est renversé par les nouvelles organisations émanant des classes populaires. Ces hypothèses ne sont pas des modèles, il n'a pas de stratégie achevée. Les ajustements sont permanents, mais il faut des références et des repères. Dans cette réflexion, Lénine a une place de choix. Daniel pestait contre ceux qui assimilaient Lénine à un «pré-Staline». Si Lénine et Trotsky ont eu des responsabilités dans des moments de répression et de restriction des libertés fondamentales entre 1918 et 1921, le stalinisme constitue une contre-révolution bureaucratique. Les erreurs de Lénine ne peuvent être assimilées à la contre-révolution. Chez Lénine, ce qui le passionne, c'est la pensée stratégique : ses réflexions, intuitions, ses audaces entre février et octobre 1917. Il porte son attention sur la manière dont il a réorienté le parti bolchevique dans le processus de conquête du pouvoir par les soviets. En revenant sur les discussions de 1902-1903, au moment de la scission entre bolchéviks et menchéviks, Daniel veut souligner la pensée anti-économiste de Lénine, sa capacité à faire de la politique «un champ spécifique». La politique ce n'est pas seulement «la politisation du social», c'est un champ déterminé, avec ses institutions, ses luttes de partis et groupements. S'appuyant sur Lénine, il insiste sur le fait que la conscience socialiste émerge au-delà du conflit «ouvrier-patron». A la différence de ce que pensait Kautsky, la conscience socialiste ne doit pas être introduite de l'extérieur de la classe ouvrière par les intellectuels socialistes. Elle procède de l'expérience même

des travailleurs mais elle couvre toute une série de problèmes politiques, démocratiques, internationaux qui vont au-delà des conflits économiques. La pensée politique de Lénine a eu une grande influence sur Daniel. Il nous disait souvent qu'après son travail sur Marx, il retravaillerait sur Lénine.

Il se concevait comme un «passeur» du souffle des révolutions qu'il fallait retrouver loin derrière les couches épaisses de l'histoire stalinisée. Pourquoi était-ce si important ?

L'histoire stalinisée faisait de la révolution russe et du «socialisme réellement existant» un seul bloc. Cette histoire doit être détricotée. Il faut distinguer le processus révolutionnaire de la contre-révolution stalinienne. Pour des millions de gens, le communisme est assimilé au totalitarisme stalinien. La lutte de l'opposition de gauche, le combat de Trotsky et de ses camarades ou de militants libertaires peuvent permettre de dire de la révolution : «ce n'est pas cela, ce n'est pas le stalinisme». D'où une seconde nécessité : maintenir le fil rouge, la continuité des combats d'aujourd'hui avec ceux d'hier. Le rappel de l'histoire des révolutions, de leurs développements, de leurs enseignements n'est pas seulement un coup de chapeau au passé. Il y a la nécessité de maintenir un lien, une tension, entre la pratique militante quotidienne et le but stratégique, et ce malgré la période actuelle où les socialistes révolutionnaires n'ont pas connu de processus de révolution socialiste depuis des décennies. Sans visée stratégique, la pratique quotidienne perd son sens révolutionnaire. Elle se dilue dans les multiples mouvements ou batailles tactiques. Nous ne devons pas non plus verser dans le «stratégisme», hispanisme pour expliquer une politique qui, au nom de la visée

révolutionnaire, ne prend pas suffisamment en compte le mouvement réel, les luttes quotidiennes, les batailles pour les droits sociaux et démocratiques, les médiations politiques tactiques.

Pourquoi a-t-il tenu à maintenir le communisme comme horizon politique ?

Il y a là plusieurs préoccupations. L'Histoire, d'abord. Si les mots ont été chargés d'un autre contenu, en particulier par le stalinisme, «s'ils ne sont pas sortis indemnes des tourments du siècle passé», comme l'écrit Daniel, nous sommes d'une histoire, celle du *Manifeste du parti communiste*. L'Histoire, ensuite. Communisme et stalinisme sont distincts et antinomiques. «Céder à l'identification du communisme avec la dictature totalitaire stalinienne, ce serait capituler devant les vainqueurs provisoires». Mais la préoccupation la plus forte présente dans son dernier texte, *Puissances du communisme*, tourne autour de la nécessité d'actualiser un programme : «l'abolition de la propriété privée du capital, le partage et l'égalité, la généralisation des biens communs, la mise en commun du pouvoir. Le Manifeste communiste conçoit le communisme comme une association où le libre développement de chacun est la condition du développement de tous. Enfin le communisme, ce n'est pas un modèle doctrinaire de société mais l'expression du mouvement réel d'abolition de l'ordre existant». Ce texte *Puissances du communisme* est un texte-programme en réponse à la crise actuelle du capitalisme. □

TAIBO II, LE RETOUR DES TIGRES DE MALAISIE

PAR HENRI CLÉMENT

Lit-on encore Salgari aujourd'hui ? Et ce nom dit-il même encore quelque chose ? Certains se souviennent peut-être qu'il fut le créateur du personnage de Sandokan, pirate écumeur des mers asiatiques en compagnie de ses Tigres de Malaisie et causant bien des inquiétudes aux différentes puissances coloniales d'alors. Une adaptation télévisuelle, à la fin des années 1970, recueillit d'ailleurs un franc succès en France, ainsi qu'en Italie où la geste du prince corsaire, héritier dépossédé par l'empire britannique et amoureux de la belle Marianne, fait partie de l'imaginaire collectif. Le dessinateur Hugo Pratt travailla ainsi à une adaptation graphique des aventures du hors-la-loi malais, qui fut finalement publiée il y a quelques années¹.

Paco Ignacio Taïbo II a décidé de s'attaquer à son tour à ce monument de la littérature d'aventures, aiguillonné par ses souvenirs de jeunesse et par la formidable charge critique que recèlent les aventures des Tigres de Malaisie. Car il ne s'agit pas simplement des aventures d'un homme spolié de son royaume par l'empire britannique et forcé de devenir un gentilhomme de fortune. C'est également une lutte contre une certaine vision de l'histoire qui glorifie les développements commerciaux et industriels comme la marche du progrès, faisant fi des vies broyées et des peuples déplacés ou simplement exterminés par des aventuriers coloniaux sans foi ni loi, si ce n'est la religion catholique le dimanche matin et la garantie de profits libellés en livre sterling.

1. Sandokan, le Tigre de Malaisie, Hugo Pratt, Milo Milani, Casterman, 2009. La préface d'Alfredo Castelli et la postface de Claudio Gallo fournissent d'intéressants éclairages sur l'œuvre de Salgari.

Dans ce *Retour*, Sandokan et son ami Yanez se trouvent contraints de refaire surface alors que se trame un complot dont les principaux fils leur échappent. Nos deux héros ont bien quelques années de plus, mais ils n'ont rien perdu de leur fougue pour autant, et ils vont devoir affronter de terribles dangers dans ce monde en profond bouleversement. On se laisse entraîner sans difficulté dans ces nouvelles aventures où les batailles navales, les corps à corps et les intrigues alambiquées l'emportent facilement sur la véracité historique. Taïbo II s'est amusé, pour notre plus grand plaisir, à faire se croiser Engels et Louise Michel, le professeur Moriarty et les triades chinoises, les sous-marins et les ballons de combat dans une vaste odyssée qui les

entraîne de Bornéo à Hong-Kong en passant par Singapour et Mompracem.

Alors que l'on parle à longueur d'analyses de « basculement du monde », ces aventures de Sandokan sont placées sous le signe de la lutte des classes internationale, et vient résonner avec notre actualité : « *Un spectre hante le monde et plus particulièrement ce coin de la planète où se joue une part de son destin [...]. Un spectre drapé dans les haillons des coolies chinois, dans les pagnes des Dayaks travaillant dans les mines de Perak; un spectre avec le turban sale des esclaves des plantations de Sarawak et des vergers de Singapour, des mines d'étain de Malaisie et des plantations de piment de Java. Un spectre qu'illuminent les cipayes de la rébellion de 1857 en Inde et les magnifiques insurgés*



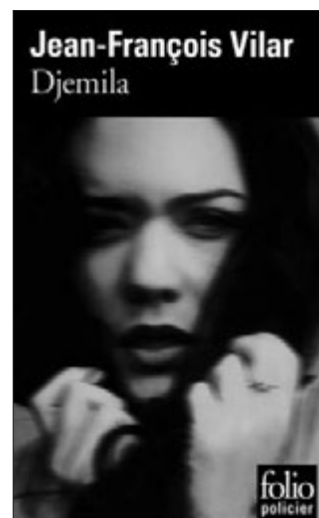
des Philippines; un spectre multiracial, tribal, sauvage, sans pitié, terrible le plus souvent.» Un roman d'aventures captivant et divertissant, l'anti-impérialisme en prime ! □

Le retour des Tigres de Malaisie, Plus anti-impérialistes que jamais, Paco Ignacio Taïbo II, traduit de l'espagnol par René Solis, Métaillé, 2012, 330 pages, 20 euros.

RÉÉDITION DE DJEMILA, DE JEAN-FRANÇOIS VILAR

PAR HENRI CLÉMENT

En cette année 2012 qui conjugue à la fois le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre d'Algérie et une nouvelle poussée du Front national, nous ne saurions trop recommander la lecture de *Djemila* de Jean-François Vilar, que les éditions Gallimard ont réédité en poche fin 2011. Car si l'histoire ne repasse jamais les plats, elle semble parfois bégayer. Dans ces années 1980, *Djemila*, jeune femme à fleur de peau, se retrouve déjà aux prises avec ce passé qui ne passe pas et qui alimente la réaction. Compagne d'un intellectuel de renom qui a servi en Algérie, un certain Sinclair, elle se retrouve confrontée à la violence ordinaire, celle de paumés



Djemila, Jean-François Vilar, Folio Policier, Gallimard, 2011, 5,95 euros.

plus attirés par les explications simplistes que par la lutte pour l'émancipation sociale et qui préfèrent casser la gueule aux étrangers plutôt qu'aux patrons. Une virée punitive, un soir, va précipiter les événements. Si le roman reste marqué par les années 1980 et leur mélange de nostalgie et de désenchantement, il n'a pour autant rien perdu de sa vigueur. Polar historique et politique, il vient fouiller les coulisses de l'histoire, la guerre d'Algérie et la Résistance, le racisme et la République, et s'efforce de maintenir allumée la flamme de la révolte : « *Djemila, c'est un nom, un espace et un temps. Une ville et une révolution [...]. Une rebelle. Comme on disait autrefois.* » □

S'ABONNER

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
 ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
 22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
 70 euros 140 euros

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Établissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire **accompagné d'un RIB** à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
 D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
 (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
 93100 MONTREUIL
 NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:
554755**

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

TOUT est à nous! LA REVUE
 mensuel du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
 diffusion.presse@npa2009.org
Administration:
 01 48 70 42 28
 2, rue Richard-Lenoir,
 93100 Montreuil
 redaction@npa2009.org
Commission paritaire:
 0514P11509
Tirage: 3 000 exemplaires
Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication:
 Ross Harold
Impression:
 Rotographie,
 Montreuil-sous-Bois
 Tél.: 01 48 70 42 22
 Fax: 01 48 59 23 28
 mail: rotoimp@wanadoo.fr

LISEZ

**TOUT EST À NOUS!
 L'HEBDO**

